

DIALOGUE GLOBAL

2.2

Réactions à l'islamophobie

Catherine Delcroix

Le nouveau populisme islamiste

Vedi R. Hadiz

Changement climatique : négociations au point mort, à qui la faute ?

Herbert Docena

Débat : La sociologie dans un monde inégalitaire

Piotr Sztompka,
Tina Uys,
Nikita Pokrovsky,
Fernanda Beigel,
Helga Nowotny

- > **Quelles possibilités pour la main-d'œuvre globale ?**
- > **Israël : Une société civile issue du peuple**
- > **Tchéchénie : Quand la fin de la guerre ne veut pas dire la paix**
- > **ALAS : Déclaration finale**
- > **ESA : Sociologie pour temps troublés**
- > **IRSB : Au revoir, Devorah – Bonjour, Mohammed**

NEWSLETTER



VOLUME 2 / NUMÉRO 2 / NOVEMBRE 2011

DGN

Association
Internationale
de Sociologie



> Éditorial

L'une des tâches importantes de la sociologie est de combattre les préjugés communément admis et les déformations politiques, en particulier concernant la place de l'islam dans le monde d'aujourd'hui. Ainsi, Catherine Delcroix analyse dans ce numéro de *Dialogue Global* la manière dont les musulmans qui vivent en Europe réagissent face à l'islamophobie, tandis que Vedi Hadiz étudie comment le populisme islamiste mobilise les musulmans en Indonésie et en Égypte derrière les idéologies du marché, sur le modèle du Parti de la Justice et du Développement actuellement au pouvoir en Turquie.

Herbert Docena montre comment, dans les négociations sur le changement climatique, les marchés et la moralité sont aussi inextricablement liés, alors même que le Nord rejette toute responsabilité pour des siècles d'émissions et que le Sud refuse de faire des sacrifices pour faire face à une situation qu'il n'a pas contribué à créer. Ici, le marché intervient en tant qu'arbitre prétendument neutre, alors que, dans d'autres cas, son pouvoir destructeur apparaît au grand jour. Rob Lambert traite ainsi des possibilités de contester le néo-libéralisme par le biais de la solidarité internationale des travailleurs basés dans le Sud Global, tandis que Devorah Kalekin décrit les manifestations anti-austérité de cet été en Israël.

Le fondamentalisme du marché a également été au centre de deux allocutions majeures, que nous reproduisons ici, prononcées aux Congrès respectifs de l'Association Européenne de Sociologie et de l'Association Latino-Américaine de Sociologie, qui se sont tenus en septembre. Ces allocutions apportent leur contribution à la sociologie dans un monde d'inégalités – le thème du Congrès Mondial de Sociologie de 2014 à Yokohama – tout comme le fait, d'un autre point de vue, Piotr Sztompka, dont les dix thèses ont donné lieu à quatre réponses divergentes. Si le débat n'est pas nouveau, il se trouve néanmoins relancé du fait de la conscience accrue des inégalités à l'échelle globale.

Notre rubrique sur les droits de l'homme porte sur les horreurs de la pax Russiana en Tchétchénie, tandis que la rubrique sur l'ISA rend hommage à Devorah Kalekin, rédactrice en chef qui s'est consacrée jusqu'à présent à l'*International Sociology Review of Books*, qu'elle a créé en 2006. Je voudrais enfin souhaiter la bienvenue à l'équipe de sociologues de Varsovie chargés de la version de *Dialogue Global* en polonais, notre 12e langue, et à l'équipe de Bogotà qui prend le relais de la traduction en espagnol.

Vous pouvez retrouver *Dialogue Global* sur [Facebook](#) et sur le [site web de l'ISA](#). Les propositions d'articles sont à adresser à Michael Burawoy : burawoy@berkeley.edu



> Dans ce numéro

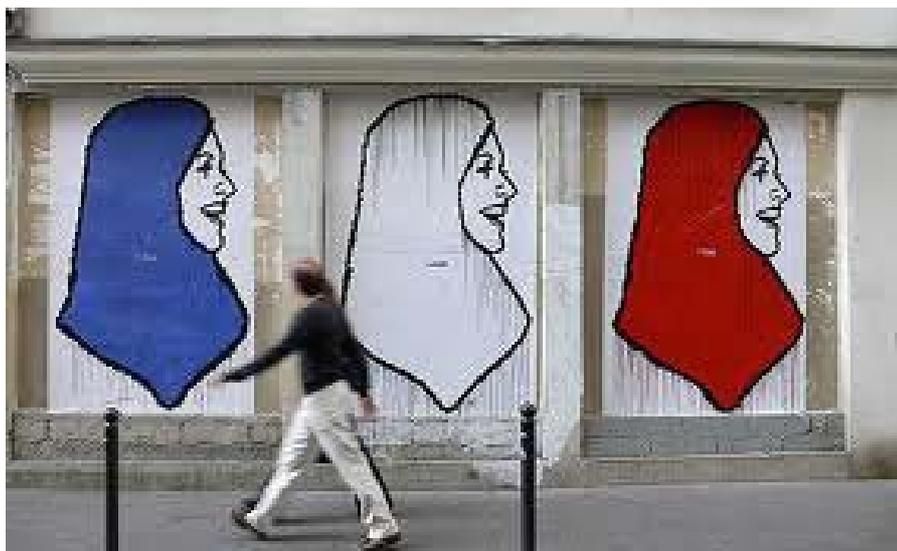
Editorial	2
> ISLAM	
Réactions à l'islamophobie : défection, prise de parole et loyalisme par Catherine Delcroix, France	3
Le Nouveau Populisme Islamiste par Vedi R. Hadiz, Australie	6
> PROTESTATIONS SOCIALES	
À qui la faute ? Négociations orageuses sur le changement climatique par Herbert Docena, Philippines	8
Quelles possibilités pour la main-d'œuvre globale ? par Robert Lambert, Australie	11
Israël se découvre une société civile issue du peuple par Devorah Kalekin-Fishman, Israël	14
DÉBAT : LA SOCIOLOGIE DANS UN MONDE INÉGALITAIRE	
Dix thèses sur le statut de la sociologie dans un monde inégalitaire par Piotr Sztompka, Pologne	16
Excellence et équilibre : Pour une sociologie qui compte par Tina Uys, Afrique du Sud	18
« Le refus d'hospitalisation par le patient » ou « En défense de la sociologie » par Nikita Pokrovsky, Russie	20
De la dépendance intellectuelle par Fernanda Beigel, Argentine	22
Faire de la sociologie dans le monde inégalitaire d'aujourd'hui par Helga Nowotny, Autriche	24
> RUBRIQUES SPÉCIALES	
Droits de l'homme : Quand la fin de la guerre ne veut pas dire la paix par Alice Szczepanikova, Allemagne	26
Association Latino-Américaine de Sociologie : Déclaration finale par Raquel Sosa Elizaga, Mexique	28
Sociologie pour temps troublés : Discours devant l'Association Européenne de Sociologie par Anália Torres, Portugal	30
Publications de l'ISA : Au revoir, Devorah – Bonjour, Mohammed Interview menée par Jennifer Platt, Royaume-Uni	32

> Comité de rédaction

– **Directeur de la publication** : Michael Burawoy. – **Responsables d'édition** : Lola Busuttill, August Bagà. – **Rédacteurs en chef associés** : Margaret Abraham, Tina Uys, Raquel Sosa, Jennifer Platt, Robert Van Krieken. – **Rédacteurs-consultants** : Izabela Barlinska, Louis Chauvel, Dilek Cindoglu, Tom Dwyer, Jan Fritz, Sari Hanafi, Jaime Jiménez, Habibul Khondker, Simon Mapadimeng, Ishwar Modi, Nikita Pokrovsky, Emma Porio, Yoshimichi Sato, Vineeta Sinha, Benjamin Tejerina, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova. – **RÉDACTEURS RÉGIONAUX – Monde arabe** : Sari Hanafi, Mounir Saidani. **Bésil** : Gustavo Taniguti, Juliana Tonche, Pedro Mancini, Fabio Silva Tsunoda, Dmitri Cerboncini Fernandes, Andreza Galli, Renata Barreto Preturlan. **Colombie** : María José Álvarez Rivadulla, Sebastián Villamizar Santamaría, Andrés Castro Araújo. **Inde** : Ishwar Modi, Rajiv Gupta, Rashmi Jain, Uday Singh. **Iran** : Reyhaneh Javadi, Shahrad Shahvand, Zeinab Nesar, Fatemeh Khorasani, Najmeh Taheri, Saghar Bozorgi, Tara Asgari Laleh. **Japon** : Kazuhisa Nishihara, Mari Shiba, Yoshiya Shiotani, Sotoku Himeno, Tomohiro Takami, Yutaka Iwadate, Kazuhiro Ikeda, Yu Fukuda, Michiko Sambe, Takako Sato. **Pologne** : Mikolaj Mierzejewski, Anna Piekutowska, Karolina Mikołajewska, Jakub Rozenbaum, Tomasz Piątek, Michał Chelmiński. **Russie** : Elena Zdravomyslova, Elena Nikoforova, Asja Voronkova. **Espagne** : Gisela Redondo. **Taiwan** : Jing-Mao Ho. – **Consultants médias** : Annie Lin, José Reguera.

> Islamophobie : défection, prise de parole et loyalisme

Catherine Delcroix, Université de Strasbourg (France)



Un graffiti représentant des femmes musulmanes à la fois portant le voile et citoyennes françaises affirmées.

à une image perçue de façon négative pour priver les colonisés de leurs droits de propriété et de leurs droits civiques : en vertu du décret Crémieux (1870), ils avaient la possibilité de devenir des citoyens français et de recouvrer leurs droits civiques dans la mesure où ils renonçaient à leur foi musulmane – ce qu'évidemment très peu d'entre eux faisaient. Ceux qui ne le faisaient pas perdaient leurs droits et libertés et devenaient par conséquent une cible légitime pour les colonisateurs.

Les guerres d'indépendance ont changé la donne en Afrique du Nord et ailleurs. À l'instar des Pakistanais, Bangladais et Indiens en Grande-Bretagne, ou des Indonésiens, Marocains et Turcs aux Pays-Bas et en Belgique, les Algériens, Marocains et Tunisiens ont d'abord été définis en France comme une force (temporaire) de travail, ce qu'on désignait dans certains pays voisins comme des *guest workers* [« travailleurs invités »]. Dans un deuxième temps, ils ont été autorisés à faire venir leur femme et leurs enfants ; mais la dimension de classe restait cependant présente, bien

Cela fait un certain temps que l'islamophobie progresse en Europe. Tout récemment, je me trouvais à Bruxelles pour participer à un atelier scientifique de sociologues venus de différents pays européens, qui travaillaient tous sur le thème de la citoyenneté en Europe. Un membre éminent du Parlement européen, qui avait contribué à la rédaction du projet de Constitution européenne, déclara : « Nous les Européens ne pouvons pas accepter que l'islam, qui est une religion *violente*, remette en question notre identité européenne, qui est *chrétienne*. Les immigrés musulmans et leurs enfants doivent abandonner leurs systèmes de valeurs et leurs croyances religieuses

s'ils veulent rester en Europe et être reconnus comme Européens ». La plupart d'entre nous étions très choqués. Un collègue originaire du même pays que cet homme politique lui demanda : « Pensez-vous que votre position soit compatible avec le respect des droits des minorités, qui est fondamental pour la démocratie ? ». Ce à quoi il s'entendit répondre : « La priorité est avant tout de maintenir *l'ordre européen*. C'est plus important que le respect des droits des minorités, et même plus important que la démocratie. »

L'islamophobie existe en fait depuis très longtemps. Dans l'Algérie coloniale française, on avait recours

>>

qu'elle revêtait désormais une dimension « ethnique » (entendez « liée à la couleur de peau »). Aujourd'hui, les enfants et petits-enfants de ces travailleurs se revendiquent comme des citoyens européens à part entière, mais doivent affronter le discrédit associé à leur « religion » ou à leur « origine ».

Confrontés à un racisme et à une islamophobie omniprésents, comment les musulmans européens (français) réagissent-ils ? Personne ne connaît véritablement la réponse ; seule une série d'études de terrain peut nous apporter une réponse approximative. Tout au long de ces vingt dernières années, j'ai réalisé des études de cas approfondies de familles immigrées musulmanes vivant en France, en m'intéressant plus particulièrement à la manière dont les familles d'ouvriers originaires du Maghreb éduquent leurs enfants pour faire face à la discrimination. J'ai utilisé une approche méthodologique basée sur la reconstruction de trajectoires familiales, à partir de récits de vie réalisés avec plusieurs membres de chaque famille : les parents mais aussi leurs enfants. J'ai réitéré ces études de cas dans de nombreuses régions et villes de France.

À ce jour, personne n'a proposé de cadre de référence qui permette de rendre compte dans le détail des réactions des discriminés à la discrimination dont ils sont l'objet et qui incluerait à la fois les Juifs d'Europe confrontés à l'antisémitisme dans les années 20 et les musulmans de la période actuelle. C'est dans ce dessein que je me suis approprié la fameuse typologie établie par Albert Hirschman : *exit* (« défection »), *voice* (« prise de parole ») et *loyalty* (« loyalisme »). Économiste de formation, Hirschman s'est intéressé à l'éventail des réactions individuelles de personnes confrontées au dysfonctionnement d'une bureaucratie d'État, par exemple à la gestion défailillante d'un monopole d'État sur les chemins de fer. Hirschman affirmait que toutes les réactions possibles à cette situation entraînent dans l'une ou l'autre de ces trois catégories : la défection, la prise de parole ou le loyalisme. Les usagers peuvent continuer à accepter le coût élevé des voyages en train (on parlera alors de « loyalisme »), ou pro-

tester pour exposer leurs griefs (c'est la « prise de parole »), ou choisir de ne plus voyager en train et de prendre la voiture (la « défection »).

Il se trouve que cette typologie fonctionne assez bien lorsqu'elle est appliquée aux réactions de personnes confrontées au racisme : celles-ci peuvent protester (c'est la « prise de parole »), ce que relativement peu de Juifs ont fait dans les années 30, et ce que peu de musulmans font aujourd'hui. Elle peut rester passive et attendre que l'orage passe, comme l'ont fait tant de Juifs bien intégrés en Allemagne ou en France : c'est le parti-pris du « loyalisme », qui dans leur cas, a connu une fin tragique. Ou elles peuvent décider de quitter le pays : c'est la « défection ».

> La défection

Commençons par la « défection ». En France, de plus en plus de jeunes hommes qui ne trouvent pas de premier emploi décident de tenter leur chance à Montréal. Le Canada continue d'accueillir des nouveaux immigrants s'ils sont qualifiés. La plupart d'entre eux font l'expérience de la même révélation, que l'un d'eux a exprimé dans ces termes : « En France je n'arrivais pas à trouver un emploi à cause de mon nom arabe, celui de mon père, qui avait émigré du Maroc. À Montréal, j'ai cessé tout à coup d'être perçu comme un Arabe. Aux yeux des Canadiens, j'étais français, simplement français. Puis ils m'ont posé des questions sur mes compétences... C'était tellement agréable. En France, j'avais tellement désiré cela : d'être comme tout le monde, un Français parmi d'autres. J'avais tout essayé, j'avais fait beaucoup d'efforts, mais c'était toujours la même question qui revenait, sur mes « origines » ou ma « religion ».

Donc fuir le racisme en émigrant apparaît comme l'une des solutions. Ces jeunes Français émigrent aussi en Australie ou dans les pays du Golfe. Cependant, tous n'ont pas accès à de telles opportunités, et il existe d'autres modes, moins heureux, de « défection ». Il est bien connu que le racisme peut porter atteinte à la personne, à la perception de soi, à la

confiance en soi, tout particulièrement chez ceux qui sont les plus isolés et les plus faibles face à l'adversité. Parfois, certains recourent aux drogues ou même au suicide, qui sont également des formes de « défection ».

> La prise de parole

Par contraste, la « prise de parole » va dans la direction opposée. La « prise de parole » est une protestation contre l'ordre social injuste qui est un facteur de discrimination. Son expression peut être individuelle ou collective. La « prise de parole » réclame une reconnaissance, elle est une lutte pour la reconnaissance : « Hé, la société ! Je suis l'un de tes membres. Reconnais-moi en tant que tel ! Et reconnais aussi mes droits en tant que minorité ! Sois à la hauteur de tes idéaux proclamés ! ».

En France, on trouve de nombreux exemples de « prise de parole » par des groupes victimes de discriminations, qu'il s'agisse de groupes structurés et organisés, ou de groupes informels et éphémères, comme ce fut le cas des émeutes dans les banlieues en novembre 2005, déclenchées par le meurtre d'un jeune qui tentait d'échapper à la police. Par contraste avec la « défection », le fait de protester contre la violence policière, en demandant à « la France » d'être à la hauteur de ses idéaux de « Liberté, Égalité, Fraternité », ne signifie pas que ces protestataires rejettent la société française, comme tant de gens le croient. Bien au contraire. Cela signifie que les discriminés croient encore dans la capacité de la société à se réformer.

Parmi les trois principaux types de réponses au racisme, la « prise de parole » est celle qui ouvre la possibilité de passer d'une réponse individuelle à une réponse collective – de l'échelle micro à l'échelle locale, régionale, ou même nationale. Mais cette voie n'est pas facile car l'ordre social contre-attaque toujours, et pas nécessairement par la répression. Il est plus intelligent que cela ; les armes qu'il utilise le plus souvent sont discursives – ce qui est un moyen habile de déformer la réalité et les intentions de ses opposants.

>>

Prenons l'exemple du voile. Pourquoi donc des jeunes filles et des jeunes femmes françaises, nées de parents musulmans, décident-elles de porter le voile ? Est-ce sous la pression des fondamentalistes ? En interviewant des lycéennes qui portaient le voile, des sociologues ont découvert que ce n'était pas du tout cela. La plupart de ces jeunes filles ont déclaré avoir décidé par elles-mêmes de porter le voile ; souvent *contre* la volonté de leurs parents. Au début, personne ne les a crues, tout le monde pensait qu'elles mentaient. Mais finalement il est devenu évident qu'elles disaient bien la vérité. Elles disaient également que cela ne voulait pas dire qu'elles se sentaient moins françaises pour autant ; pas du tout.

C'est Houria Boutelja qui a le mieux interprété le phénomène du « voile », en attirant l'attention sur la *situation contradictoire* dans laquelle se trouvent les Françaises musulmanes de la deuxième génération. D'un côté, il y a le poids du racisme anti-arabe, une islamophobie croissante, et une discrimination sur les marchés du travail. Mais la pression exercée sur leurs frères est plus forte encore que celle exercée sur ces jeunes femmes à qui la société « blanche » délivre ce message : « Quittez le lieu où vous avez grandi ; échappez à l'autorité de votre père et de vos frères ; oubliez-les. Tournez le dos à votre passé, venez rejoindre la société française qui est une société ouverte ».

Selon Houria Boutelja, c'est une réelle tentation pour ces jeunes filles – la tentation de la liberté. Car, en effet, il reste des vestiges de la culture, des normes et des prohibitions patriarcales au sein de nombreuses familles immigrées originaires du Maghreb. Mais cela reviendrait à trahir sa propre famille et sa communauté. C'est un piège, dit Houria Boutelja, mais elles ont trouvé une solution pour y échapper : le voile. En le portant, ces jeunes femmes parlent à la société française par le biais d'une « prise de parole » silencieuse : « *Non*, nous ne trahissons pas nos parents et notre communauté. Vous les avez maltraités, d'abord en tant que travailleurs immigrés, et maintenant en tant que musulmans ; et il est certain que nous resterons de leur côté ! ».

Mais, *en même temps*, dit Houria Boutelja, le voile leur permet également d'envoyer un message aux hommes de leur communauté : à leur père, leurs frères, et leurs cousins. Ce message, c'est : « Regardez, nous ne vous avons pas trahis, nous vous soutenons ; nous avons refusé "leur" proposition, n'est-ce pas ? Alors maintenant, s'il vous plaît, laissez-nous libres de suivre notre propre voie. Nous ne nous conduirons pas mal ; mais nous *voulons* être libres de poursuivre nos études ; nous préférons rester célibataires plutôt que d'être mariées à quelqu'un que nous ne connaissons pas ; nous voulons nous préparer à la vie professionnelle ». Il ne s'agit pas là de « défection » ; il ne s'agit pas non plus de « loyalisme » (envers la société française) ; il s'agit clairement d'un cas de « prise de parole », mais qui est subtil.

> Le loyalisme

Que veut donc dire « loyalisme » ? On peut difficilement être loyal envers une société qui nous rejette parce que nous sommes perçus comme radicalement différents. Cette attitude de loyalisme envers une société raciste est pourtant celle qui a prévalu parmi les immigrés de la première génération, même pendant la guerre d'indépendance en Algérie. Ainsi une enquête menée à l'échelle nationale par Claudine Attias-Donfut en 2005 sur les immigrés âgés de toutes origines vivant en France, a révélé que plus de 90% d'entre eux affirmaient se sentir chez eux en France.

Par ailleurs, j'ai moi-même assisté à de nombreuses scènes où des parents immigrés essayaient de convaincre leurs enfants de ne pas riposter lorsqu'ils étaient l'objet de remarques désobligeantes. Il s'agissait là d'une stratégie consistant à inculquer à leurs enfants la patience, afin d'augmenter leurs chances de réussite. Les jeunes de la deuxième génération ont cependant une conception plus transnationale du loyalisme : ils croient aux valeurs de la République française et se définissent comme des citoyens européens. Leur sentiment d'appartenance est souvent lié au fait d'avoir de la famille dans d'autres pays d'Europe. Ils croient en

la démocratie européenne et en la protection des droits des minorités.

Appartenir ou ne pas appartenir, telle est la question, mais pour appartenir il faut être deux. L'islamophobie est à l'opposé de la reconnaissance qui est nécessaire pour appartenir et pour avoir le sentiment d'appartenir. Je voudrais conclure avec ce que Floya Anthias dit au sujet de l'appartenance : « L'appartenance a trait à la fois à des *expériences* formelles et informelles. L'appartenance ne concerne pas seulement le fait d'être membre d'un groupe, les droits et les devoirs qui en découlent, comme dans le cas de la citoyenneté, ni seulement les formes d'identification avec tel ou tel groupe, cela a aussi à voir avec les positions sociales construites à partir de ces identifications et de ces appartenances et [avec] la manière dont la position sociale influe sur l'équilibre personnel, sur le sentiment d'appartenir à un ensemble plus vaste, et sur les liens affectifs et sociaux liés à de telles positions ».

On touche là au cœur du sujet. Je suis convaincue qu'en tant que sociologues nous avons les moyens – en rassemblant par exemple des études de cas, ou en trouvant des exemples parlants à travers des récits de vie – de changer le sens commun en Europe, en cessant de traiter les musulmans européens comme des boucs émissaires, et en les considérant au contraire comme une partie de nous-mêmes. ■

Références

- Anthias, F. (2002) "Thinking through the lens of Transnational Positionality," www.imrstr.dcu.ie [4:1].
- Attias-Donfut, C. (2006) *Lenracinement. Enquête sur le vieillissement des immigrés en France*. Paris: Armand Colin.
- Boutelja, H. (2006) "On vous a tant aimé-es." Entretien réalisé par Christelle Hamel et Christine Delphy. *Nouvelles Questions Féministes* 25(1).
- Delcroix, C. (2009) "Muslim Families in France: Creative Parenting, Identity and Recognition." *Oral History* 37(2).
- Hirschman, A. (1972) *Exit, Voice and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations and States*. Cambridge: Harvard University Press ; 1^{re} éd. en français 1972, 2^e éd. 1995 sous le titre *Défection et prise de parole. Théorie et applications*. Paris : Fayard.

> Le nouveau populisme islamiste

Vedi R. Hadiz, Université Murdoch (Australie)



Recep Tayyip Erdoğan, le Premier ministre charismatique de la Turquie, s'assure le soutien populaire avec son amalgame d'islam et de néo-libéralisme.

Une des caractéristiques les plus frappantes des récents soulèvements arabes, c'est que les mouvements d'opposition islamistes n'ont pas été au devant de la scène. Le fait qu'ils n'aient pas assumé un rôle de premier plan est d'autant plus intéressant que les groupes islamistes, depuis la disparition d'une majeure partie de la gauche dans les sociétés musulmanes pendant la période de la guerre froide, ont été la force d'opposition la plus importante contre un certain nombre de régimes autoritaires, tout particulièrement en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Néanmoins, dans des pays comme la Tunisie ou l'Égypte, des instruments comme respectivement Ennahda et les Frères Musulmans sont susceptibles de prospérer au sein des nouveaux environnements politiques post-auto-

ritaires. Ceci a entraîné un certain degré d'alarmisme et d'hyperbole islamophobe dans une partie des médias occidentaux.

À y regarder de plus près, on s'aperçoit que la politique islamiste a souvent été transformée par ce qu'on pourrait décrire comme un Nouveau Populisme Islamiste. Sous son ancienne forme, le populisme islamiste reposait sur les intérêts d'une petite-bourgeoisie traditionnelle depuis longtemps sur le déclin, composée de commerçants des villes, de petits producteurs de matières premières et d'élites rurales, tandis que le populisme islamiste plus récent repose plus souvent sur une alliance entre des éléments fort disparates : des secteurs marginalisés de la bourgeoisie, des membres ambitieux et instruits des nouvelles classes moyennes ur-

baines restées bloquées tout en bas de la hiérarchie sociale, ainsi que des masses grandissantes de pauvres venus s'installer au cours des dernières décennies dans des mégacités tentaculaires et anarchiques comme Le Caire, Istanbul ou Djakarta – en quête de formation et d'emploi, et attirés par la promesse d'une vie meilleure. Cependant, dans les deux cas, la *oumma* est conçue comme une sorte de substitut pour le « peuple » – un concept qui fait partie intégrante de tout imaginaire populiste qui juxtapose les masses moralement vertueuses mais marginalisées et l'élite rapace et prédatrice.

L'effet de cette transformation a été profond sur des organisations comme celle des Frères musulmans – qui, en dépit de ses contradictions internes, reste la force la mieux organisée >>

de la société civile égyptienne. De fait, les ramifications du Nouveau Populisme étaient déjà manifestes lors de l'arrivée au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement (AKP) en Turquie en 2002, un parti que les dirigeants du Parti de la Liberté et de la Justice égyptien – le nouvel instrument électoral créé par les Frères musulmans – semblent considérer comme un modèle. Jusqu'en Asie du Sud-Est, le Parti de la Justice et de la Prospérité indonésien (PKS) – celui qui obtient les meilleurs résultats parmi toute une kyrielle de partis d'orientation islamiste – s'est également inspiré depuis de nombreuses années des succès de l'AKP, lequel vient de remporter de manière éclatante sa troisième victoire consécutive aux élections législatives turques. Outre qu'il a adopté la démocratie, il est bien connu que l'AKP a su greffer de manière ingénieuse une réforme économique néo-libérale sur les préoccupations traditionnelles du populisme islamiste en matière de justice sociale.

On ne peut pas expliquer, comme certains ont pu le faire, l'expérience de l'AKP par l'effet fondamentalement modérateur de la participation dans une démocratie électorale. Il importe plus de réaliser que l'objectif qui consiste à promouvoir le point de vue de l'*oummah* sur les questions sociales, économiques et politiques, ne requiert pas nécessairement un État islamique ou un État régi par la charia. Cet objectif peut être atteint moyennant un repositionnement adapté de l'*oummah* et de ses instruments politiques et organisationnels en fonction de la conjoncture et du marché.

En dépit d'un soutien populaire parmi les habitants pauvres des villes et

malgré des dirigeants ambitieux très majoritairement issus des classes moyennes instruites des villes, c'est le soutien de ce qu'on appelle la bourgeoisie anatolienne qui est une des principales raisons du succès de l'AKP. Celle-ci se compose de personnes issues du milieu des affaires, de culture musulmane, qui avaient été relativement marginalisées par l'*establishment* kémaliste, laïc, politique et bureaucratique, au profit de la grande bourgeoisie stambouliote. Il est important de noter que la bourgeoisie anatolienne, plus ancrée en province, avait gagné en richesse et en puissance depuis que la Turquie était passée dans les années 80 à une économie globale de marché, plus axée sur l'exportation. Dans le cas de la Turquie, bien entendu, il reste anti-constitutionnel de faire campagne pour un État islamique, et l'AKP ne peut même pas ouvertement s'identifier comme parti islamiste, en dépit du fait de s'être développé à partir de groupes et de réseaux d'orientation islamiste connus depuis longtemps. Cela ne semble pourtant pas avoir représenté un obstacle pour développer des alliances entre les différentes classes sociales, qui ont permis de gagner les élections et de conserver le contrôle du gouvernement afin d'appliquer une politique qui consolide la position de l'*oummah*, définie par opposition aux élites laïques accusées de mauvaise gestion économique, de pratiques autoritaires ainsi que de déviance culturelle.

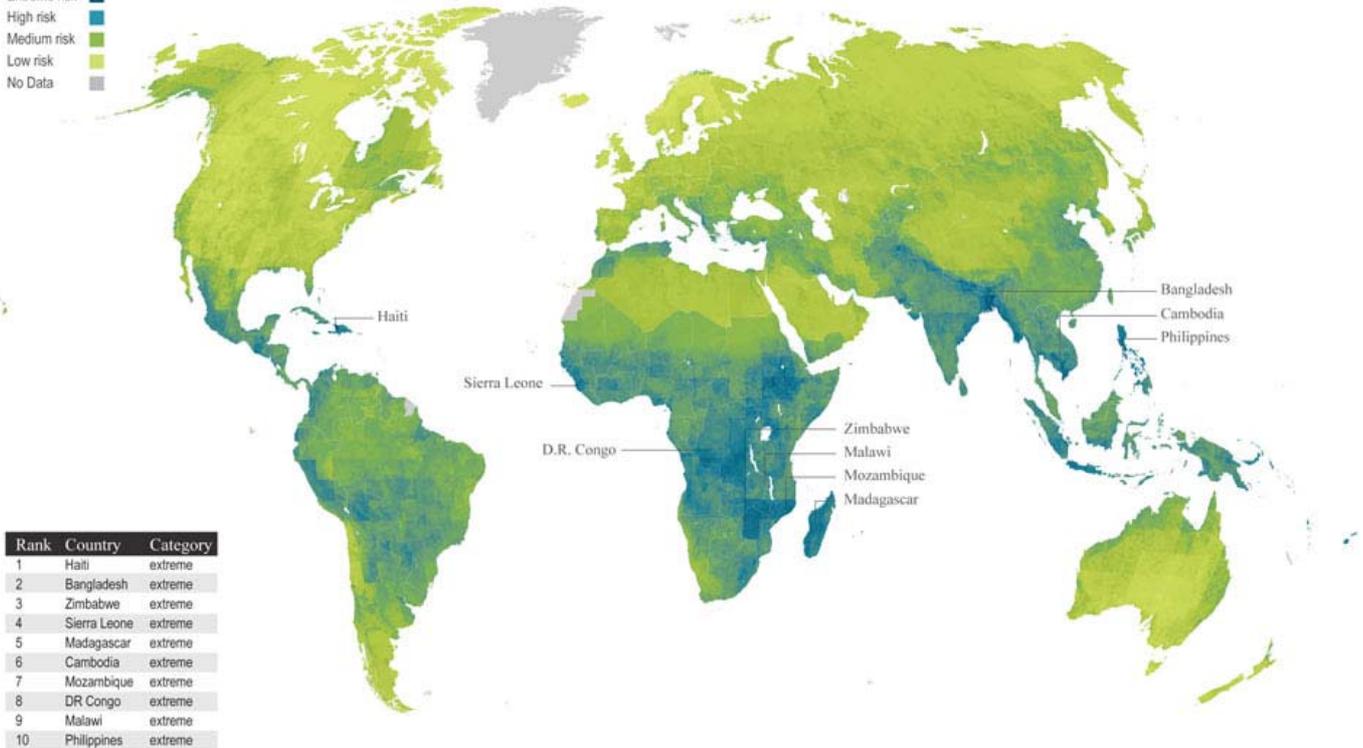
La situation en Égypte est évidemment trop mouvante pour pouvoir affirmer que les Frères musulmans connaîtront un succès semblable – de fait, ils ont dû considérablement tempérer leurs interventions dans le contexte post-autoritaire égyptien pour éviter d'être perçus comme des usurpateurs de la révolte égyptienne.

La confrérie a cependant connu une transformation interne depuis l'époque de Hassan al-Banna ou de Sayyid Qutb. Elle peut par ailleurs s'appuyer sur une solide base de partisans parmi les couches de jeunes des classes moyennes urbaines et assurément parmi une part importante des habitants pauvres des villes, étant donné la relative désorganisation des forces de gauche et progressistes. Par ailleurs, les activités économiques, diverses, qui avaient financé les premières incursions semi-clandestines de la confrérie dans l'arène électorale, entraînant par la suite sa mise à l'écart par le régime Moubarak, ont également été l'un des piliers de la confrérie. Les Frères musulmans considèrent aussi la démocratie comme un précieux outil pour s'emparer des postes qu'occupaient auparavant les comparses de Moubarak lorsqu'ils étaient aux commandes de l'économie du pays.

Mais pour le Nouveau Populisme Islamiste, le succès n'est pas toujours aussi proche. Ainsi, son représentant principal en Indonésie est le PKS, mais il est clair qu'il n'est pas près d'accéder au pouvoir. C'est un fait intéressant car l'une des raisons de sa faiblesse – par rapport à ses homologues turc et égyptien – est l'absence d'une grande bourgeoisie influente de culture musulmane, du fait de la domination persistante de l'ethnie chinoise au sein de la bourgeoisie indonésienne.

Quels que soient les résultats obtenus, la montée du Nouveau Populisme Islamiste a des conséquences importantes dans la mesure où elle bouscule les préjugés sur les objectifs, les stratégies et les instruments du jeu politique islamiste dans le monde moderne. ■

Extreme risk ■
 High risk ■
 Medium risk ■
 Low risk ■
 No Data ■



La vulnérabilité face au changement climatique. Les zones en vert clair sont les moins vulnérables et celles en bleu foncé les plus vulnérables. Les pays du Nord ont les émissions de CO₂ par habitant les plus élevées mais sont les moins touchés par le changement climatique tandis que les pays du Sud, qui ont le moins d'émissions de CO₂, vont être les plus touchés. Reproduction autorisée par Maplecroft.

> À qui la faute ?

Négociations orageuses sur le changement climatique

Herbert Docena, Focus on the Global South (Philippines), et Université de Californie-Berkeley

Ce mois de décembre 2011, plusieurs milliers de hauts fonctionnaires, d'activistes, de lobbyistes, et peut-être même quelques stars internationales, se retrouveront à Durban pour assister à la VII^e Conférence de la convention-cadre des Nations Unies sur les chan-

gements climatiques (CCNUCC). Au mois de juin suivant, beaucoup se retrouveront à nouveau à Rio pour célébrer le vingtième anniversaire de la signature de la CCNUCC et d'autres accords sur l'environnement. Vingt ans ont passé depuis la signature de ces négociations intergouvernement-

tales que beaucoup s'accordent désormais à considérer comme les plus complexes – et peut-être les plus importantes – de l'histoire, mais qu'est-ce qui a été réellement accompli ?

Alors que j'écris ces lignes, depuis Bulacan, aux Philippines, des centai-

>>

nes de personnes, affamées, passent leur énième nuit de tempête sur le toit de leur maison, en attendant d'être secourues des inondations provoquées par le dernier super typhon ; le village, de plusieurs milliers d'habitants, ne dispose en effet que de deux bateaux de sauvetage pour passer de maison en maison. Ceci intervient seulement quelques jours après que le pays ait commémoré le souvenir du typhon le plus meurtrier de l'histoire récente – et un jour seulement avant qu'un nouveau typhon ne s'apprête à frapper les côtes.

Deux décennies après que les premiers accords intergouvernementaux aient été conclus pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, les tempêtes sont de plus en plus fortes et fréquentes et les épisodes de sécheresse de plus en plus graves – exactement comme les experts en sciences du climat l'avaient prédit. Selon un rapport rendu public au mois de mai dernier par l'Agence Internationale de l'Énergie, les émissions de carbone ont de fait atteint l'an dernier un maximum historique. Pourquoi, malgré ces accords, des émissions accusées par le philosophe Peter Singer d'être d'« étranges nouvelles manières de tuer » continuent-elles sans cesse d'augmenter ?

En juin dernier, je me suis rendu à Bonn pour suivre les négociations sur le climat et j'ai été frappé par le contenu des débats : une variante de l'approche des engagements vérifiables (*pledge-and-review*), une proposition suivant laquelle chaque pays serait essentiellement laissé libre de décider de ce qu'il souhaite faire et comment. Pas d'objectifs contraignants, ni de promesses à tenir. Dans une autre salle, la Bolivie lançait un appel en faveur d'une taxe mondiale pour financer les efforts nécessaires pour affronter les catastrophes dues au changement climatique. J'étais déconcerté car je sortais tout juste d'une formation accélérée sur la phase initiale de ces négociations et savais donc que ces deux propositions avaient déjà été mises sur la table

– et rejetées – au début des années 90, et pourtant, voilà qu'elles étaient à nouveau mises à l'ordre du jour. J'étais venu à Bonn en partie pour prendre connaissance des derniers développements de ces négociations, et découvrais qu'on était revenu au point de départ. Pourquoi les négociations sont-elles bloquées ?

Après avoir interviewé plus de 20 personnes ayant participé de près aux négociations qui ont eu lieu dans le monde, et m'être plongé dans des centaines de pages de documents concernant les négociations, il semblerait qu'une partie de la réponse à cette question soit liée au fait que les deux principaux blocs – le Nord et le Sud – n'ont toujours pas résolu de manière satisfaisante la question la plus élémentaire et peut-être aussi la plus fondamentale dans ces négociations : *À qui la faute ?*

En effet, derrière les débats de plus en plus hermétiques, c'est probablement encore cette question morale des plus terre-à-terre qui explique un blocage aussi persistant : depuis le début, la plupart des pays en voie de développement – des plus industrialisés aux plus pauvres – accusent le Nord d'avoir provoqué le changement climatique à cause de leurs émissions de gaz tout au long de leur phase d'industrialisation. De leur côté, la plupart des pays développés – malgré les querelles entre Européens et Américains – sont restés unis pour rejeter cette accusation.

La position adoptée par les États-Unis dans les négociations a certes évolué au cours des années, mais les sentiments exprimés par le responsable de la négociation Todd Stern – « Nous reconnaissons pleinement le rôle historique que nous avons eu dans l'émission de gaz, là-haut, dans l'atmosphère, mais le sentiment de faute ou de culpabilité ou les réparations, je les rejette de manière tout à fait catégorique » – sont la seule chose sur laquelle peuvent s'accorder tous les décideurs, qu'ils soient républicains ou démocrates, parti-

sans ou adversaires de la théorie du réchauffement climatique, lobbyistes du monde des affaires ou défenseurs de l'environnement. Tous les négociateurs américains avec lesquels j'ai parlé ont, sans exception, repris cette position : nous ne devrions pas être tenus responsables pour des faits dont nous ne savions pas qu'ils pouvaient (potentiellement) causer des dommages.

Pour s'en assurer, les différentes parties se sont depuis longtemps mises d'accord pour apporter leur contribution en fonction de leurs « responsabilités communes mais différenciées et de leurs capacités respectives », mais cette formule est désormais devenue la plus contestée de l'histoire des négociations : côté Sud, les négociateurs tendent à mettre l'accent sur le terme de « différenciation », convaincus qu'il fait fondamentalement référence à la culpabilité historique du Nord. Côté Nord, les négociateurs s'emparent du mot « communes » et – contrairement aux négociateurs du Sud qui s'arrêtent souvent aux « responsabilités communes mais différenciées » – font observer qu'il faut y ajouter « et capacités respectives », c'est-à-dire qu'ils apporteront leur contribution parce qu'ils ont plus la capacité de le faire, et non parce qu'ils y sont *obligés*.

Il ne s'agit pas là d'une simple joute verbale car la position de chacun des deux camps sur la question de la responsabilité a orienté leurs réponses respectives à trois questions bien concrètes auxquelles se sont sans cesse heurtées les négociations : Qui est responsable ? Qui doit faire quoi ? À qui appartient quoi ?

Insistant sur le fait que ce sont eux qui sont lésés, les pays du Sud ont fait pression pour avoir plus de poids dans la prise de décision, ont eu tendance à privilégier les mesures punitives et coercitives, et n'ont cessé de réclamer aux pays du Nord une « compensation ». D'où leur insistance en faveur de mesures obligatoires telles que des taxes à l'échelle mondiale ou des sanctions en cas d'excès

d'émissions. De leur côté, les pays du Nord, en rejetant l'accusation et en marquant bien qu'ils sont disposés à apporter une contribution plus importante uniquement parce qu'ils le *peuvent* et non parce qu'ils le *devraient*, ont cherché à limiter la prise de décision et ont exigé à tout moment « flexibilité » ou « rentabilité », par le biais si possible de mesures volontaires plutôt qu'obligatoires, moyennant récompenses si nécessaire. D'où leur insistance en faveur de propositions telles que les engagements vérifiables (*pledge-and-review*) ou des mécanismes tels que les marchés du carbone.

Ces points de départ divergents – liés à des développements historiques plus larges, qui ont à voir avec des inégalités Nord-Sud persistantes et avec la dynamique du capitalisme mondial – permettent d'expliquer pourquoi un terrain d'entente n'a toujours pas été trouvé sur de nombreuses questions.

Les efforts déployés par le Nord pour limiter *de facto* les négociations aux seuls grands émetteurs et non à l'ensemble des 193 parties apparaissent comme éminemment satisfaisants à des personnes comme Brad DeLong, professeur d'économie à Berkeley (qui, dans le même article, notait que « beaucoup d'habitants de San Francisco ne verraient vraiment aucun inconvénient à avoir le climat de Los Angeles »), qui pensent qu'à l'avenir seuls les plus grands devraient déci-

der. Mais cette position est inacceptable pour quiconque se préoccupe de la façon dont la justice doit être rendue : après tout, les agresseurs ne sont pas en principe autorisés à décider des modalités de leur peine.

Les revendications en faveur de solutions incitatives – plutôt que punitives – peuvent paraître satisfaisantes à ceux qui se considèrent comme des leaders magnanimes, mais choquantes pour ceux qui considèrent ces derniers comme des contrevenants coupables : les pécheurs, après tout, ne sont pas habituellement autorisés à demander la forme la plus clémente de châtiment. De même, le refus du Nord de soumettre le financement de la lutte contre le changement climatique à un contrôle démocratique de toutes les parties (au prétexte qu'on ne peut pas faire confiance aux pays du Sud) semble éminemment justifiable pour ceux qui se considèrent comme des leaders charitables, mais absurde pour ceux qui les tiennent pour des transgresseurs coupables : généralement, les coupables ne peuvent éviter de payer une indemnité en s'attaquant à l'intégrité morale de leurs victimes.

Jusque dans le milieu fermé de la diplomatie climatique, il semble impossible d'échapper aux questions qui se posent au quotidien sur la culpabilité et l'innocence car nos réponses à ces questions sont à même de définir les conditions de nos relations sociales avec d'autres, même, ou surtout,

dans des situations d'inégalité. Depuis deux décennies, le Nord et le Sud s'affrontent à chaque étape sur ces conditions : ce que chacun peut à juste titre exiger de l'autre, ce que d'autres peuvent à juste titre exiger de nous-mêmes, ce que l'on est en droit de faire, ce qu'on est obligé de faire, et ainsi de suite.

À ce jour, les pays du Nord ont réussi, avec le soutien de certains pays du Sud, à institutionnaliser leurs protestations d'innocence, avec la garantie de « flexibilité » accordée par le Protocole de Kyoto ainsi que le recours aux marchés du carbone, un mécanisme qui l'a emporté sur les propositions antérieures du Sud en faveur d'amendes dissuasives et de compensations obligatoires.

Mais cela ne veut pas dire que la question a été réglée une fois pour toutes, ainsi qu'en témoignent les revendications persistantes en faveur d'une réparation, d'une Cour internationale des affaires climatiques ou encore d'une « justice climatique ». Et tant que cette question ne sera pas résolue de manière satisfaisante, les négociations pourraient bien rester bloquées 20 ans de plus au stade où elles en sont actuellement. C'est quelque chose dont les habitants des collines de Berkeley pourraient bien s'accommoder, mais pas ceux qui se trouvent coincés sur le toit de leur maison à Bulacan. ■

> Quelles possibilités pour la main-d'œuvre globale ?

Robert Lambert, Université d'Australie occidentale (UWA), ancien Président du Comité de Recherche de l'ISA sur les Mouvements Ouvriers



Réseau de solidarité Australie-Venezuela, marche du 1^{er} mai à Caracas, en 2008.

Même dans les plus sombres des temps, nous avons le droit d'attendre quelque illumination et qu'une telle illumination puisse fort bien venir moins des théories et des concepts que de la lumière incertaine, vacillante et souvent faible que des hommes et des femmes, dans leur vie et leur œuvre, font briller dans presque n'importe quelles circonstances et répandent sur l'espace de temps qui leur est donné sur terre.

Hannah Arendt, *Vies politiques*.

Étant donné les multiples crises que nous traversons actuellement (climat, finance, travail), les interventions de Edward Webster, Pun Ngai et Enrique de la Garza sur le « travail global » (cf. *Dia-*

logue Global, 1.5, juillet 2011) nous incitent à réfléchir sur une question cruciale : la société peut-elle résister à la puissance synchronisée des multinationales, du système financier international, des institutions interna-

tionales et des États-nations et imposer une logique alternative qui permette de résoudre une catastrophe humaine imminente ? La main-d'œuvre globale peut-elle contribuer à mobiliser les sociétés à travers le monde

>>

afin de développer une nouvelle relation avec la nature, restructurer l'architecture financière internationale, réorganiser la réglementation des multinationales, du commerce et des investissements, de façon à rétablir des emplois stables et à ancrer la société sur des bases socialement justes ? Un tel mouvement peut-il s'opposer à l'absurdité du néo-libéralisme, qui voudrait que la cause de ces crises destructrices en soit la solution ? Étant donné la puissance de ces institutions, il paraît insensé ne serait-ce que d'imaginer de telles perspectives.

Chacune de ces contributions permet de dégager des questions pertinentes sur cette situation complexe. Webster qui, en Afrique du Sud, a consacré ses recherches au monde du travail, se penche sur « l'idée de solidarité » – comment, au plan culturel et stratégique, elle peut dans certaines circonstances, être brisée mais aussi être renforcée d'une manière qui vaut habilitation. Si transformer l'individualisme à l'échelle locale est déjà un défi, que dire de son extension à l'échelle globale ? Webster soutient qu'elle peut évoluer à travers trois types de solidarité : au niveau des droits de l'homme (défense des victimes), de la production (en reliant des lieux de travail entre eux) et de la régulation (en établissant une législation capable de protéger les droits et les normes).

La description détaillée que livre Pun Ngai de la Chine comme « atelier du monde » aboutit à la conclusion que celle-ci est devenue « un cauchemar global pour la nouvelle classe ouvrière ». Le système du *hukou* permet aux travailleurs ruraux « de venir travailler en ville mais pas d'y vivre », ce qui en fait des « "moitié[s]" de travailleurs », « soumis à une errance forcée » à travers les nouvelles réalités de la Chine d'aujourd'hui. Ngai explique brièvement comment ce non-statut et ces conditions d'exploitation sont à l'origine d'un développement important de la résistance collective.

Enfin, s'appuyant sur l'expérience latino-américaine, Enrique de la Garza répond à Webster en avançant que la mondialisation du capital pourrait bien conduire à « une mondialisation du travail en tant que mouvement social ». Un tel mouvement pourrait se réaliser à travers de nouvelles identités des travailleurs, en tirant parti des liens existant dans les chaînes de valeur et en mobilisant les travailleurs du secteur informel – qui, en Amérique latine, concerne entre 40 et 70% de la main-d'œuvre. Sur les possibilités d'émergence d'un tel mouvement, de la Garza répond par des questions : les syndicats vont-ils s'opposer au néo-libéralisme, élargir le champ de leurs responsabilités et raviver des visions utopiques de la société ?

Mais en l'absence d'une analyse sur le développement inégal du travail global, fondée sur une évaluation de l'organisation, de la stratégie politique, du mouvement et de l'action, ces idées demeureront de pures idées. Cette brève réplique soulève simplement des questions à débattre dans ces domaines, dans la mesure où un débat qui dépasse le monde universitaire constitue une avancée sur la voie de la construction des solidarités décrites par Webster.

> L'organisation

Il faut ici commencer par faire la distinction entre l'internationalisme ouvrier traditionnel et le nouvel internationalisme ouvrier, car tandis que le premier engendre des bureaucrates de carrière, le second engendre des activistes portés à la lutte. Le changement viendra des activistes, inspirés par des notions comme la libération de l'homme, même au prix d'un grand sacrifice personnel, et non de ceux pour qui le travail global représente une opportunité de travail, une carrière à assurer, et un confort pour les classes moyennes. Alors même que les pays du Sud Global continuent d'engendrer des activistes, la colère suscitée par la crise financière

internationale pourrait bien créer une dynamique semblable au Nord. La formule bien connue de Gramsci sur « l'optimisme de la volonté » met les universitaires au défi de tenir compte de ce potentiel, non seulement en tant que rapporteurs d'événements, mais aussi comme intellectuels publiquement engagés, évoluant entre leur travail et les mobilisations de la rue. Sommes-nous susceptibles, nous aussi, de nous laisser entraîner par une colère intérieure face au vol et à la dépossession que représente la crise financière internationale ? Dans quelle mesure sommes-nous déterminés à rompre le cycle destructeur d'une pure logique de marché ? Réfléchir à nos propres choix aide à appréhender l'organisation comme la variable déterminante, susceptible de redéfinir la stratégie politique.

> La stratégie politique

Au Nord – certaines exceptions notables mises à part –, l'institutionnalisation du travail global (Confédération syndicale internationale et Fédérations syndicales internationales) est en grande partie limitée par une séparation du politique et de l'économique et, dans le meilleur des cas, par une critique des effets du néo-libéralisme qui ne remet pas pour autant en question son essence destructrice. Il s'agit là d'un mouvement ouvrier international partisan du libre marché, qui soutient que les droits des travailleurs et les programmes sociaux sont en mesure d'alléger le coût des ajustements liés à la mondialisation. Pour ces organisations ouvrières internationales, la stratégie se résume à faire pression sur les élites au pouvoir, même si de telles tactiques ont donné de bien maigres résultats tout au long des 50 dernières années.

Dans une certaine mesure – et non sans son lot de contradictions –, l'espoir d'une revitalisation politique repose sur les pays du Sud Global, où des mouvements ouvriers nationaux tels que la CUT au Brésil, la CTA en Argentine, la COSATU en Afrique

>>

du Sud, le CITU en Inde et la KCTU en Corée s'appuient sur des traditions de résistance. Au cours de ces 20 dernières années, chacun de ces mouvements a mené avec détermination des batailles contre les restructurations néo-libérales. Tandis que ces forces s'unissent au sein de la SIGTUR (Southern Initiative on Globalization and Trade Union Rights), de nouvelles initiatives sont apparues pour élaborer un projet définissant ce pour quoi on se bat, et non seulement contre quoi on se bat. La SIGTUR n'en est qu'à la phase initiale d'un débat sur les caractéristiques concrètes de l'alternative au néo-libéralisme fondée sur des revendications en faveur d'une transformation à court, moyen et long terme. Cette lutte serait une nouvelle lutte de libération à l'échelle mondiale exigeant une politique de libération à tous les niveaux. De telles considérations politiques proviennent essentiellement de la théorie de l'accumulation et de l'exploitation de Marx, complétée par l'analyse de Polanyi des marchés, de la société et de la marchandisation. Si la main-d'œuvre globale dans les pays du Sud donne lieu à une nouvelle stratégie politique, cela pourrait servir d'inspiration aux forces en présence dans les pays du Nord, étant donné la gravité de la crise actuelle. L'activisme allié à une nouvelle stratégie politique jettent les bases pour un nouveau type de mouvement.

> Vers un nouveau mouvement à l'échelle globale (une nouvelle idée de la solidarité) ?

La conception de David Harvey d'un nouveau type de mouvement social

global, « constitué d'une vaste alliance des mécontents, des aliénés, des démunis et des deshérités » représente une perspective intéressante. À l'occasion d'une conférence internationale du syndicat UNI Global Union, en juin 2011 à Paris, un dirigeant de la CGT (Confédération Générale du Travail) a déploré que le mouvement ouvrier n'ait pas réussi à établir un lien avec les jeunes *indignados* espagnols, les *aganaktismenoi* (outragés) grecs, ou la jeunesse du « printemps arabe », afin de montrer que leurs combats sont liés et que le combat pour la démocratie qui a émergé au printemps doit être étendu et transformé en une lutte plus vaste contre le modèle de développement capitaliste de type néo-libéral. Les opportunités pour un nouveau mouvement sont là, mais si le mouvement ouvrier international traditionnel a tissé quelques liens, il n'a cependant pas su saisir l'occasion de forger un tel mouvement. En effet, le mouvement ouvrier international institutionnalisé est tellement habitué à faire du lobbying dans des hôtels cinq étoiles du monde entier qu'il ne manifeste aucune volonté de se mobiliser et de s'organiser dans la rue. Il n'y a par conséquent aucune action collective coordonnée à l'échelle globale et c'est donc le Sud qui va devoir prendre l'initiative d'une telle action.

> Une action collective à l'échelle globale

La stratégie politique des mouvements ouvriers consistant à faire du lobbying auprès des élites dirigeantes doit laisser place à une action radicale longuement mûrie, susceptible de perturber la logistique de l'éco-

nomie globale – celle du transport maritime, et des transports en général – mais aussi de perturber, de l'intérieur, les réseaux de production globale. Au cours des années 90, la SIGTUR a organisé avec grand succès plusieurs boycotts de navires. En Corée, un dirigeant syndical a réalisé au cours des dix dernières années plusieurs séjours en prison pour avoir fait pression en ralentissant les camions porte-conteneurs, ce qui a paralysé le trafic routier en ville. Ces actions disciplinées, organisées collectivement, prouvent la puissance potentielle des travailleurs à l'échelle globale.

Avons-nous l'imagination et la volonté politique nécessaires pour contribuer, en tant qu'intellectuels engagés publiquement, à construire sur des bases neuves dans ces différentes sphères d'action ? Les sociologues partisans d'une sociologie publique ont un rôle à jouer dans la bataille pour les idées qui en découle, en réaffirmant une nouvelle stratégie politique, un nouveau mouvement et une nouvelle action susceptibles de soutenir l'espoir placé dans le potentiel de ce mouvement. L'entreprise peut porter ses fruits ou non au cours des prochaines décennies, mais il y aura dans tous les cas ceux qui choisiront la rue plutôt que l'hôtel comme cadre d'action, et qui, ce faisant, pourraient apporter cette illumination pour le XXI^e siècle à laquelle Hannah Arendt faisait référence dans ses réflexions sur les périodes sombres du XX^e siècle. ■

> Israël se découvre une société civile issue du peuple

Devorah Kalekin-Fishman, Université de Haïfa (Israël), ancienne Vice-Présidente des Publications de l'ISA et rédactrice en chef de *International Sociology Review of Books*

Manifestations de cet été en Israël, contre la marchandisation.

L'année du printemps arabe a également été celle de l'été israélien. Pendant deux mois, des manifestations gigantesques ont troublé l'autosatisfaction d'une coalition de droite imbue d'elle-même qui détient aujourd'hui environ deux tiers des sièges à la Knesset.

Cet été, des civils ont dit ce qu'ils avaient sur le cœur et admis qu'ils avaient tout simplement du mal à s'en sortir ; à cette occasion, ils ont découvert une camaraderie habituellement réservée aux soldats des unités de combat. Jusqu'en septembre, à la fois le gouvernement et les pouvoirs locaux étaient satisfaits d'encourager les contestataires.



N'était-ce pas la meilleure preuve qu'Israël est une démocratie ? Les rues résonnaient des appels d'hommes et de femmes, d'Arabes et de Juifs, issus des classes moyennes et des classes populaires, qui réclamaient une redistribution plus juste des ressources et un nouveau gouvernement qui se mette au

service du peuple. Chaque samedi soir, des marches de protestation rassemblaient des citoyens de tous âges, de plus en plus nombreux. La quatrième marche, le 3 septembre, a réuni le nombre auparavant inimaginable de 430.000 participants, soit 7% de la population : plus de 300.000 à Tel-Aviv, 50.000 Ara-

>>

bes et Juifs à Haïfa, et des milliers d'autres à travers tout le pays, dont plusieurs centaines dans les villages habités par des citoyens Arabes. En refusant de rallier un quelconque parti politique, les organisateurs de ces marches ont réussi à maintenir une participation élevée. Ils ont mis en place des comités avec la participation d'universitaires qui ont formulé une liste de revendications en vue de changer les priorités du gouvernement en matière de dépenses, accompagnées d'un appel à vocation universaliste en faveur d'emplois décents, de logements décents, de services de santé et de services éducatifs décents. Le gouvernement a mis en place son propre comité pour étudier différentes possibilités, dans les limites du budget fixé. Après le niveau record atteint par la gigantesque marche du 3 septembre, le mouvement de protestation a entrepris de rassembler les contestataires autour de « mille » tables rondes, pour analyser les problèmes et tenter d'avancer de nouvelles propositions à mettre en œuvre par le gouvernement. La vague d'énergie qui avait gagné le mouvement de protestation s'est alors transformée en un activisme continu de la base.

À l'approche des grandes fêtes juives, les autorités municipales décidèrent de dégager les rues. Les contestataires qui avaient monté leur tente furent prévenus, et le luxe de la protestation des « classes moyennes », qui s'était rapidement propagée dans l'ensemble de la population, laissa place à une manifestation des véritables sans-logis, ceux qui remplissent les « critères » requis pour avoir droit aux logements sociaux et dont le

nom fait partie d'une sorte de « liste d'attente » virtuelle. Pour eux, planter sa tente n'était pas une manifestation mais une alternative préférable à celle de vivre entre deux portes, aux crochets de sa famille.

Leur situation désespérée était l'aboutissement logique de 30 années de gouvernements de droite qui, depuis 1977, ont délibérément et systématiquement procédé au démantèlement de l'État providence et imposé un régime profondément néo-libéral. Les menaces (réelles et fabriquées) contre la sécurité aidant, les coalitions qui se sont succédées ont voulu démontrer que la discipline et la soumission civiles représentaient les seuls moyens de promouvoir le bien de la nation. Les sujets de préoccupation des associations non officielles qui luttent en permanence pour faire avancer les droits de l'homme en Israël et dans les Territoires occupés ont été systématiquement ignorés, sauf pour des réparations judiciaires épisodiques, et ce, à condition qu'elles ne soient pas annulées par la législation d'un gouvernement de droite.

La manière dont les centaines d'associations présentes en Israël se sont cristallisées en une société civile militante a été saisissante. Tout a commencé lorsqu'un jeune homme nommé Itzik a découvert que le prix du *cottage cheese* – une denrée de base en Israël – était beaucoup plus élevé que celui de produits similaires en Europe ou aux États-Unis. À partir de sa page sur Facebook, il a organisé un boycott des consommateurs qui non seulement a permis de faire baisser les prix mais a aussi servi de

répétition générale pour le mouvement de protestation des « classes moyennes ». La protestation a véritablement commencé au début du mois de juillet, lorsque Dafna Leef s'est installée dans une tente parce qu'elle ne pouvait plus se permettre de payer un loyer – et que des centaines d'autres personnes l'ont rejointe.

Tout à coup, *Kiturim* – le « sport » consistant à se réunir-dans-le-salon-entre-amis-autour-de-boissons-fraîches-pour-exprimer-ses-griefs, une activité traditionnelle des Juifs le vendredi soir en Israël – s'est mis à servir de cadre pour l'établissement d'une liste rationnelle de revendications définissant ce qu'est le droit d'avoir une vie. Cette évolution n'est pas sans rappeler la démocratie participative des *town meetings* du mouvement kibboutzique. À l'instar des organisateurs de la société civile en Pologne ou au Mexique, ceux qui sont à la tête de la protestation en Israël prétendent influencer ceux qui détiennent le pouvoir en donnant la parole au peuple. Quelques-uns exigent une « révolution » au niveau du concept de gouvernement. Pendant ce temps, les représentants du gouvernement disent que « le message des protestataires a été entendu » et que des comités apporteront des réponses appropriées. Mais il reste encore plus d'un an jusqu'aux élections, et il est douteux que le gouvernement actuel puisse faire plus que de recourir au stratagème bien connu consistant à mettre en place un régime à court terme dans le cadre d'une économie pré-électorale. ■

> Dix thèses sur le statut de la sociologie dans un monde inégalitaire

Piotr Sztompka, Université de Cracovie (Pologne), ancien Président de l'ISA

Il y a bientôt dix ans, au Congrès Mondial de Sociologie de l'ISA organisé à Brisbane en 2002, j'accédai à la présidence de l'ISA avec un slogan très « politiquement incorrect » : « *Excellence rather than balance* » (« L'excellence plutôt que l'équilibre »). Aujourd'hui, ce slogan semble à nouveau d'actualité, en particulier depuis le Congrès mondial de 2010 à Göteborg et la large victoire de Michael Burawoy, qui a insufflé une nouvelle ferveur révolutionnaire au sein de l'ISA avec les thèmes suivants : la revendication de sociologies « alternatives », « autochtones », la nature oppressive des méthodes et des théories occidentales, et « l'impérialisme » de la langue anglaise. Nous avons exposé nos points de vue opposés dans les pages de *Contemporary Sociology* (juillet 2011, pp. 388-404). Mais comme cela a entraîné une incompréhension totale de ma position et m'a valu d'être injustement taxé de « dernier positiviste » et d'admirateur aveugle des États-Unis, je souhaite exposer à nouveau mon point de vue, de manière aussi

concise et précise que possible, en dix points. Mes remerciements à Michael, qui a généreusement accepté d'intégrer cette mise au point dans ce numéro de *Dialogue Global*.

Premièrement, *on ne devrait pas tirer de conclusions épistémologiques à partir de la situation actuelle du monde ou des différences effectives de statut institutionnel de notre discipline dans diverses parties du monde*. De par leur sensibilité professionnelle, la plupart des sociologues, parmi lesquels je m'inclus, sont éminemment conscients des inégalités injustes qui existent entre les sociétés contemporaines mais également au sein même de ces sociétés, y compris des opportunités différentes au niveau de la recherche. Mais ceci n'implique pas qu'il doive y avoir une sociologie différente pour les personnes privilégiées et pour celles qui ne le sont pas. La bonne sociologie est apte à la fois à comprendre la richesse et la pauvreté.

Deuxièmement – inversant les termes du célèbre adage –, *si l'on veut*

véritablement changer ce monde inégalitaire, notre première tâche est de le comprendre. Là encore, la majorité des sociologues, dont je fais partie, sont à tendance réformiste, mais nos aspirations militantes ne peuvent se réaliser à travers des discours moralisateurs, des prêches ou des manifestes idéologiques, mais par la seule découverte des mécanismes et des faits récurrents de la vie sociale, y compris ceux qui créent et cristallisent les inégalités et les injustices. Karl Marx passa le plus clair de son temps dans les bibliothèques, et non sur les barricades, et il est un géant des sciences sociales, non pas pour son *Manifeste du Parti communiste* mais pour *Le Capital*.

Troisièmement, *il existe une seule sociologie pour de multiples univers sociaux*¹. Les mécanismes et les faits récurrents de la vie sociale sont universels pour toute l'espèce humaine, quoique, bien entendu, leurs manifestations varient suivant les civilisations, les cultures, les sociétés, ou les segments de société. Mais même ces manifestations sont peu à peu en train de s'uniformi-

>>

ser sous l'effet de la mondialisation, sauf celles qui concernent les inégalités injustes (opposition Nord/Sud et opposition centre/périphéries, divisions raciales, divisions hommes-femmes et divisions de classe au sein des sociétés) ainsi que les fondamentalismes religieux (opposition croyants/infidèles).

Quatrièmement, *les normes de la recherche en sociologie et de la bonne théorie sont universels*, et font partie des outils méthodologiques qui se sont accumulés progressivement et des archives pluralistes relatives aux théories sociologiques. Ceci n'a rien à voir avec un quelconque « positivisme », car les méthodologies qualitatives ainsi que les théories interprétatives dominantes à l'heure actuelle, tout en reconnaissant la spécificité de leur thème de société, requièrent également des normes universelles, même si les standards sont différents de ceux de la sociologie « positiviste » qui tente d'imiter les sciences naturelles.

Cinquièmement, *le péché des origines ne disqualifie par le résultat*. Le fait que, historiquement parlant, les outils courants et les archives pluralistes relatives aux théories aient été lancés par de vieux messieurs barbus, majoritairement juifs, vivant en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne, et se soient par la suite développés principalement en Europe de l'Ouest et aux États-Unis, n'a rien à voir avec leur qualité intrinsèque. Celle-ci a toujours été et devrait toujours être soumise à un examen critique, à des corrections et à des améliorations. Mais rejeter cette tradition méthodologique et théorique comme étant « impérialiste » est un signe d'obscurantisme. Je recommanderais plutôt, avec Newton et Merton, de « se tenir sur les épaules de géants ».

Sixièmement, *la tentative futile qui consiste à créer des sociologies « alternatives » ou « autochtones » est pernicieuse pour la discipline*. Les sciences, y compris les sciences sociales, ne connaissent pas de frontières. Elles s'enrichissent comme un réservoir commun de connaissances

“L'avenir n'est pas du côté des sociologies nationales mais du côté des groupes de recherche”

auquel toutes les sociologies, nationales, continentales, régionales, ou même locales, sont vivement invitées à participer. Il est possible qu'elles aient des opportunités de recherche spécifiques, des programmes exclusifs de recherche, des priorités ou des orientations particulières, mais elles ne nécessitent pas de méthodologies alternatives, ou de théories autochtones. Plutôt que de défendre la nécessité de sociologies autochtones, mon conseil est simplement : allez-y. Il y a beaucoup de travaux sociologiques importants qui sont réalisés dans le monde non-occidental. Mais ils se basent généralement sur des méthodologies standard et alimentent un réservoir universel de théories. Il n'y a là rien d'alternatif ou d'autochtone, mais simplement de la bonne sociologie.

Septièmement, *les appels en faveur de sociologies nationales n'ont pas beaucoup de sens dans le monde social d'aujourd'hui, un monde qui se globalise et qui est de plus en plus cosmopolite*. Le fait que des pays ou États-nations soient différents ne signifie pas que leurs sociologies soient, ou doivent être, différentes. Dans ce domaine, le terme « national » n'est applicable qu'aux quelques différences institutionnelles qui demeurent, aux pères fondateurs différents, aux axes de recherche différents. Mais les résultats, s'ils méritent de figurer comme « sociologie » et pas seulement comme études régionales ou statistiques locales, doivent être suffisamment abstraits pour enrichir le réservoir universel du savoir sociologique. L'avenir – y compris au sein de l'ISA – n'est

pas du côté des sociologies nationales mais du côté des groupes ou réseaux de recherche (les Comités de Recherche, Groupes Thématiques et Groupes de Travail actuels).

Huitièmement, le fait que, historiquement parlant, une langue naturelle – l'anglais – et non une quelconque langue artificielle spécialement conçue – comme l'espéranto –, soit devenue l'outil de communication le plus utilisé par les compagnies aériennes, dans le secteur du tourisme, en informatique, sur Internet et dans les sciences, y compris en sociologie, *n'est pas une catastrophe mais une grande opportunité*. Ceci s'applique particulièrement aux sociologues originaires de zones linguistiques limitées (comme la mienne), qui ont désormais à leur disposition l'essentiel de l'héritage sociologique universel (par le biais de traductions en anglais) et acquièrent la visibilité et l'opportunité de contribuer au réservoir universel (en publiant en anglais).

Neuvièmement, *c'est une erreur de croire que la situation existentielle du chercheur apporte un bénéfice sur le plan épistémologique*. La divulgation des mécanismes et des faits récurrents relatifs aux injustices et inégalités n'a pas été le seul fait d'opprimés ou de locaux. De nombreux exemples prouvent le contraire. La seule légitimité qui soit valable en sciences réside dans la qualité des résultats et non dans le statut social du chercheur.

Dixièmement, *les jugements de valeur et les partis pris idéologiques sont inévitables, et même admissibles en sociologie à l'étape heuristique de sélection d'un problème ou d'un thème de recherche, mais devraient être absents des résultats finaux et de leur justification*. Et tous les jugements de valeur, selon la recommandation de Gunnar Myrdal², devraient être ouvertement exposés dans le débat. C'est ce que j'ai tenté de faire dans mes dix thèses. ■

¹ Cf. mon article dans *The ISA Handbook of Diverse Sociological Traditions* (Sage, 2010), éd. Sujata Patel.

² *Objectivity in Social Research* (New York: Pantheon Books, 1969).

> Excellence et équilibre : Pour une sociologie qui compte

Tina Uys, Université de Johannesburg (Afrique du Sud), Vice-Présidente de l'ISA pour les Associations Nationales

L' article de Piotr Sztompka qui précède fait suite à son analyse d'une série de conférences en trois volumes présentées à l'occasion d'une réunion du Conseil des Associations Nationales de l'ISA à Taïwan en 2009. L'analyse de Sztompka a été publiée dans *Contemporary Sociology* avec une réponse de Michael Burawoy, organisateur de la réunion et ancien Vice-Président pour les Associations Nationales de l'ISA. La réunion de Taïwan avait pour thème *Faire face à un monde d'inégalités : défis pour une sociologie globale*, le même que celui du prochain Congrès Mondial de Sociologie de l'ISA qui aura lieu en 2014 à Yokohama (Japon).

Contrairement à Sztompka, je ne considère pas ces volumes comme conçus avec une « ferveur révolutionnaire » mais plutôt comme une tentative pour mieux comprendre l'organisation inégalitaire de la production et de l'échange du savoir entre le centre et la périphérie.

À ce stade, il serait sans doute utile de fournir quelques données historiques sur l'ISA et sur sa relation avec les associations nationales. Lors de sa création en 1948 (à l'initiative de l'UNESCO), seules les associations nationales pouvaient devenir membres, l'affiliation étant par conséquent de nature collective. En 1970, l'affiliation à titre individuel a été introduite, ce qui a permis d'étendre le niveau de participation internationale au sein de l'ISA et de renforcer le développement des comités de recherche, mais a également entraîné un déclin progressif du rôle des associations nationales au sein des instances décisionnaires de l'ISA. Lorsque l'ISA a créé des portefeuilles de Vice-Président pour le mandat 1974-1978 (au Conseil de la Recherche, au Programme, et aux Finances et Adhésions), les associations nationales se distinguaient par leur absence. Lors du Congrès Mondial de 1994 organisé à Bielefeld, le Conseil des Associations Nationales a été remplacé en tant que principal organe de décision de l'ISA par une Assemblée des

Conseils constituée du Conseil de la Recherche et du Conseil des Associations Nationales¹.

Depuis la création de l'ISA, ses Présidents élus ont été principalement européens (10) et nord-américains (5), Fernando Cardoso, du Brésil (1982-1986), et T.K. Oommen, d'Inde (1990-1994), étant les seules exceptions. Pour le mandat en cours (2010-2014), les Présidents des différents Comités de Recherche sont, eux aussi, dans leur immense majorité, originaires des pays du Nord Global. Sztompka soutiendra sans doute que c'est la preuve de la prédominance de « l'excellence » sur « l'équilibre ». Raewyn Connell² adoptera vraisemblablement un autre point de vue. Cet état de fait peut en effet être perçu comme une démonstration de la tendance générale à considérer la théorisation en sciences sociales comme étant l'apanage du Nord Global, tandis que le Sud Global est relégué aux tâches de collecte et d'emploi de données, aboutissant à une « prédominance de la métropole

>>

et une marginalité de la périphérie dans le domaine des sciences sociales » (2007 : 219). D'autres facteurs peuvent entrer en jeu, comme par exemple le fait que les travaux produits dans les pays du Nord sont plus largement partagés grâce à la vaste diffusion de leurs publications, à des établissements d'enseignement supérieur accessibles à un large public et/ou à l'accessibilité de la langue.

Suivant ses Statuts, l'ISA a pour objet « de représenter les sociologues partout dans le monde, indépendamment de leur école de pensée, de leurs approches scientifiques ou de leur idéologie, et de promouvoir le savoir en sociologie à l'échelle internationale ». On pourrait faire valoir que cette prise de position contredit la notion, indépendante du contexte, avancée par Sztompka d'« une seule sociologie pour de multiples univers sociaux » et de « normes universelles de la recherche et de la bonne théorie en sociologie ». On ne peut prétendre que des conceptions développées dans des contextes particuliers soient universellement applicables, *a fortiori* si ces contextes se limitent aux pays du Nord Global.

Au fil des années, l'ISA a tout mis en œuvre pour faire de son objectif une réalité. En témoignent par exemple les dix conférences régionales introduites à l'initiative de Immanuel Wallerstein, alors Président de l'ISA, avant le XIV^e Congrès Mondial de Sociologie de l'ISA de 1998 centré sur l'état du monde de la sociologie d'un point de vue régional. L'élection en 2002 de l'Indienne Sujata Patel au

“Les différences ont-elles leur place au sein de notre “science unique” ?”

poste de Vice-Présidente pour les Associations Nationales a par ailleurs constitué une étape décisive dans le rétablissement d'un certain équilibre au sein des instances décisionnelles de l'ISA. Ceci a également conduit à introduire dans les Statuts de l'ISA une clause prévoyant d'organiser tous les quatre ans, entre chaque Congrès Mondial de l'ISA, un Conseil des Associations Nationales, sur le modèle du Conseil de Recherche. Le premier de ces Conseils a eu lieu à Miami (États-Unis) en 2005, et le résultat des délibérations de cette rencontre a été publié dans un volume dirigé par Sujata Patel³ (2010) sous le titre *ISA Handbook of Diverse Sociological Traditions*.

De la même manière qu'il existe plusieurs théories et méthodes qui se disputent notre attention, il existe également plusieurs visions du monde (qui peuvent être les mêmes théories et méthodes). Dans certains cas, cette optique peut être, par exemple, celle de la sociologie locale, ou une démarche axée sur les différences entre les sexes, ou encore une perspective humaniste et libertaire.

La sociologie locale peut se rapporter au contexte particulier d'une région à l'intérieur d'un pays donné, à une région transnationale (telle que le Sud Global), ou à la vision des choses que l'on a en fonction du lieu où l'on se trouve (théorie du point de vue), en rapport par exemple avec les catégories du genre, de classe, ethniques et/ou d'âge. Pour la sociologie – et pour l'ISA –, le défi consistera à savoir maintenir toutes ces différences sous un même toit car si les gens n'ont pas le sentiment de pouvoir être entendus, ils s'en vont. Les différences ont-elles donc leur place au sein de notre « science unique » et peuvent-elles toutes se faire entendre ?

La prochaine réunion du Conseil des Associations Nationales de l'ISA, prévue en 2013, représente une occasion idéale de créer un tel espace. Nous ferons en sorte qu'un véritable débat soit possible – sur un pied d'égalité – autour des sujets et des approches qui comptent pour les sociologues de tous les pays et régions du monde. De cette façon, nous pouvons garantir à la fois l'excellence ET l'équilibre dans la production d'une sociologie qui compte à l'échelle à la fois locale et globale. ■

¹ J. Platt a livré un compte rendu fascinant de l'histoire de l'ISA dans : Platt, J. (1998) *A Brief History of the International Sociological Association: 1948-1997*. Montréal : ISA
<http://www.isa-sociology.org/history-of-isa.htm>

² Connell, R. (2007) *Southern Theory*. Cambridge : Polity Press.

³ Patel, S. (éd.) (2010) *ISA Handbook of Diverse Sociological Traditions*. London : Sage.

> « Le refus d'hospitalisation par le patient » ou « En défense de la sociologie »

Nikita Pokrovsky, Université d'État-École Supérieure d'Économie de Moscou, président de la Société russe des Sociologues Professionnels, et membre du Comité Exécutif de l'ISA

Après de nombreuses années d'expérience dans le domaine de la sociologie professionnelle et internationale, j'ai fortement l'impression que dans le monde actuel, l'avenir de notre discipline est sérieusement menacé. Son sort est plus incertain et les rangs de nos professionnels plus dispersés que jamais. Je vais tenter de rationaliser mes sentiments profonds et mes intuitions. « A-t-on véritablement besoin de défendre la sociologie ? Contre qui ? Et pourquoi maintenant ? ». Je me pose souvent ces questions, à la fois par rapport à mon pays, la Russie, et à la scène internationale. Je déteste paraître pessimiste mais je n'ai guère le choix. À mon sens, il existe à la fois de graves risques externes pour la sociologie et des menaces provenant du sein même de notre profession.

> La menace externe

Les dangers venus de l'extérieur se résument à une menace principale. En bref, la sociologie est en train de perdre rapidement de son influence et de son autorité dans le monde actuel. Ni les structures du pouvoir (essentiellement l'État et le milieu des affaires) ni la population ne sont très intéressés par ce qu'on pourrait appeler le « diagnostic rationnel » de l'état clinique du social. Au lieu de cela, ce sont différentes forces irrationnelles qui prennent l'initiative. D'anciennes et de nouvelles formes de religion, la mythologie sociale, l'idéologie et l'aveuglement des masses, s'imposent pratiquement partout. Ces forces n'ont pas eu de difficultés à mettre de côté la rationalité, y compris dans le domaine des sciences sociales. Dans ces circonstances, le champ de la sociologie rationaliste et scientifique se réduit de manière importante. À mon sens, la lumière de la raison est le

seul fondement sur lequel reposent le pouvoir et le potentiel de la sociologie. Nous, les sociologues, pouvons apporter à la société un diagnostic. Mais il semble que les « clients » ou les « patients », autrement dit nos sociétés, choisissent de plus en plus de refuser l'hospitalisation. Nos sociétés se sentent plutôt bien sans un diagnostic sociologique, en dépit du fait que l'état de santé du « patient » est dans beaucoup de cas véritablement critique. En d'autres termes, le danger externe auquel est exposée la sociologie est dû au refus par la société d'une analyse rationnelle et scientifiquement fondée de son état de santé présent. Il s'agit bien là d'un cas de « refus d'hospitalisation par le patient ».

> La menace interne

Il n'est pas surprenant qu'il existe aussi des menaces internes à la sociologie, qui sont liées à la menace

>>

externe. Parce que beaucoup de sociologues et de communautés de sociologues voient de plus en plus leur rôle social et leur impact public décliner, ils ont décidé de faire de la sociologie une « force sociale », une sorte d'ample mouvement social en faveur d'une société meilleure. À partir de cette idée de la sociologie, les questions de la recherche et de la formation supérieure se trouvent reléguées à l'arrière-plan, et c'est la sociologie conçue comme service public qui est mise en avant. « Jusqu'à présent, les sociologues n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières ; mais ce qui importe c'est de le changer. » Ce célèbre slogan de Marx, légèrement modifié, est en fait la devise de ceux qui cherchent aujourd'hui à changer le monde bien avant que nous ne soyons en mesure de le comprendre et de l'interpréter de manière scientifique. Pour ces sociologues, l'action précède la connaissance. Peut-on être d'accord avec cela ? Personnellement, je ne peux pas. Tout simplement parce que dans mon pays, la Russie, nous savons bien, depuis 1917, ce que signifie reconstruire entièrement une société avant d'avoir entrepris de l'analyser.

“Le diagnostic ne peut pas et ne devrait pas être confondu avec le traitement”

> Ce que nous devrions (et ne devrions pas) faire

Je suis convaincu que la place du sociologue, dès lors qu'il porte la blouse blanche du chercheur, n'est pas sur les barricades publiques/politiques. Bien entendu, un sociologue peut à tout moment se faire du souci pour l'intérêt public. Cependant, cela devrait immédiatement le priver du droit de représenter la science sociologique. Nous ne sommes pas censés participer au traitement (à distinguer de l'analyse) de la société. Il existe de nombreuses institutions sociales dont la tâche principale est d'appliquer ce traitement : l'État, la sphère politique, les organismes et

les mouvements citoyens, la presse, l'opinion publique, etc. Quiconque connaît l'évolution clinique d'une maladie sait parfaitement que le rôle du diagnostic est considérable, et que l'efficacité finale du traitement dépend intégralement du degré d'exactitude et de justesse du diagnostic. Mais le diagnostic ne peut pas et ne devrait pas être confondu avec le traitement. Ils appartiennent à deux domaines d'expertise différents. Certes, nous pouvons et devrions contribuer à changer le monde en maintenant les objectifs scientifiques de notre profession et en permettant aussi à nos sociétés, par le biais de l'éducation et des médias, d'accroître leur culture et leur conscience sociologiques. Telle est la seule et unique « mission publique de la sociologie ». Sans cela, nous serions portés à devenir des guides aveugles qui guident les aveugles.

Par ces mots, je soutiens fermement les dix thèses de Piotr Sztompka en défense de la sociologie. La science sociologique, pour lui comme pour moi, est avant tout et surtout synonyme de recherche et d'excellence professionnelle. Tout le reste est nettement plus contestable. ■

> De la dépendance intellectuelle

Fernanda Beigel, Conseil National de Recherche Scientifique et Technique, Université nationale de Cuyo, Mendoza (Argentine)

En tentant de réduire la sociologie de la sociologie à un exercice idéologique, Piotr Sztompka élabore un cocktail composé de dépendance scientifique, d'impérialisme intellectuel et de colonialisme au sein de notre discipline, et tout cela est considéré en bloc, catalogué sans discernement, et rejeté sans autre forme de procès en le réduisant à « un reflet des divisions externes particulièrement importantes qui caractérisent notre société globalisée » (2011 : 389). Abstraction faite du manque de respect qui se dégage des propos de Sztompka sur les universitaires des pays de la périphérie ainsi que sur leurs écrits, je voudrais d'abord faire valoir qu'il existe une longue tradition d'études critiques sur la science, qui s'est développée au Nord et au Sud au milieu du XX^e siècle, lorsque les sciences (et en particulier les sciences sociales) se sont trouvées impliquées dans la guerre froide. La dépendance intellectuelle prend aujourd'hui d'autres formes et constitue son propre paradigme au sein de la sociologie actuelle – une « discipline multi-paradigmatique » selon les propres termes de Sztompka (2010 : 22).

En tant que domaine de recherche, la dépendance intellectuelle se nourrit des études sociales sur la science, de l'épistémologie critique et des études comparatives de l'enseignement supérieur. Elle intègre la

structure inégalitaire de *la production et de la circulation* du savoir, apparue, historiquement parlant, au même moment que le réseau scientifique international. Cette structure comprend des mécanismes institutionnels, matériels et symboliques, liés les uns aux autres, qui sont à l'origine des différentes voies que le monde universitaire a empruntées pour se développer. Dans les pays de la périphérie, ces combinaisons sont le résultat au plan historique des réponses qui ont été données à l'échelle nationale et régionale à l'internationalisation – compte tenu, notamment, du rôle qu'a pu jouer l'État au niveau du développement scientifique et de l'enseignement supérieur.

Les études ne manquent pas sur la relation entre la recherche scientifique et l'aide étrangère, entre les opportunités de publier des travaux et l'insuffisance des ressources matérielles, sur l'inégale distribution du prestige universitaire entre les différentes disciplines et institutions, ou entre les différentes capacités de recherche et le degré d'hétéronomie de la mobilité des universitaires. Dans ce domaine de recherche, on trouve l'analyse de la dépendance intellectuelle, de l'eurocentrisme et du colonialisme dans le cadre de la production du savoir. Ces études convergent de façon décisive avec l'analyse de la dépendance et le structuralisme latino-américain – deux traditions qui concernent principalement l'écono-

mie et la politique. Dans la seconde moitié des années 70, Edward Shils, Joseph Ben David et Philip Altbach montraient, dans des travaux pionniers, les facteurs spécifiques qui modèlent la subordination dans le champ universitaire. En 1988, Frederick Gareau publiait un important article dans *International Sociology* montrant que les sciences sociales conçues en Occident n'établissaient leurs « vérités » qu'avec un apport tout à fait marginal du tiers-monde, un constat qui soulevait de sérieux doutes sur leur objectivité. Son analyse de l'*International Encyclopedia of the Social Sciences* faisait apparaître que 98,1% des auteurs provenaient d'universités nord-américaines ou européennes – dans le cas de ces dernières, principalement du Royaume-Uni, de France et d'Allemagne.

Des études récentes montrent que des « normes universelles » pour la recherche en sociologie et la « bonne théorie » ont été constituées et légitimées par le système de publication « international » initié par Eugene Garfield dans les années 50. Depuis de nombreuses décennies, les classifications de *Social Science Citation Index (SSCI)* ont été dominées par les revues scientifiques américaines et européennes. Le prestige universitaire a été progressivement concentré et une série de hiérarchies internationales s'est mise en place – séparant la recherche menée dans les centres universitaires les plus prestigieux du savoir mar-

ginal produit et publié en dehors de ces centres. Malgré l'augmentation de la production scientifique dans de nombreux pays de la périphérie, l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique contribuent actuellement pour moins de 20% aux articles publiés dans SSCI (Beigel, 2011)¹. Tenter d'atteindre l'autonomie intellectuelle représente par conséquent une tâche à la fois complexe et ardue pour les sociologies périphériques, alors que cette autonomie va de soi dans la sociologie américaine ou française.

Le Rapport mondial sur les sciences sociales (UNESCO, 2010) a montré que la disparité au niveau des cadres institutionnels, des capacités de traduction et des ressources matérielles sont des éléments absolument déterminants dans la sphère universitaire. Les collaborations dans le domaine de la recherche restent dominées par des partenariats Nord-Nord, avec une part extrêmement faible d'articles communs Sud-Sud (2010 : 146). Heilbron a montré que les biens symboliques produits dans les académies du centre – et écrits en anglais – bénéficient d'une diffusion internationale considérablement plus vaste que ceux produits dans des langues dominées (espagnol, portugais, arabe, russe). Les taux « d'exportation » de ces derniers sont extrêmement bas voire nuls, dans la mesure où leurs auteurs ont un accès très limité aux plus prestigieuses revues scientifiques publiées par les centres de recherche consacrés. Il a également été démontré qu'un circuit périphérique peut, au bout d'un certain temps, parvenir à réduire les importations de l'étran-

“En vérité, nous avons bien de multiples sociologies en Occident et dans “le Restant” du monde”

ger et augmenter la production endogène de concepts ou de théories, mais qu'il est nettement plus difficile d'augmenter leur diffusion internationale. En particulier dans le domaine des sciences sociales, ces « centres périphériques » sont parvenus à des positions dominantes au Sud, mais restent dans une position subordonnée dans le cadre de la « Sociologie Globale » (Beigel, 2010).

Il n'existe pas de consensus sur les possibilités existantes et les voies à suivre pour sortir de la dépendance intellectuelle. Du point de vue de l'universitaire isolé, une carrière s'appuyant sur des études supérieures internationales et des publications en anglais a sans aucun doute ouvert des voies privilégiées pour être reconnu dans le milieu universitaire – bien que cela ait surtout été le cas dans le domaine des sciences naturelles. Ce cheminement individuel constituant à accumuler du capital scientifique n'a cependant pas nécessairement conduit à un plus grand développement scientifique dans les sociétés périphériques.

Je voudrais conclure sur l'opposition entre sociologie occidentale et sociologie autochtone – deux prises de position qui ont été réduites par Sztompka à des stéréotypes homogènes. La sociologie dans les périphéries n'est pas un phénomène nouveau, elle a sa propre histoire, et ses propres résistances – l'un des grands débats portant précisément sur le statut des savoirs autochtones. De même, l'existence de cette dichotomie empêche d'admettre les perspectives critiques qui circulent au sein de la « Sociologie Occidentale » depuis au moins 50 ans. En vérité, nous avons bien de multiples sociologies en Occident et dans « le Restant » du monde. ■

¹ J'ai étudié le défi de plus en plus important que représente le mouvement de libre accès au SSCI et à d'autres index courants de citations ainsi que l'opposition à un vrai débat sur les normes internationales de publication au sein de ces revues scientifiques et bases de données alternatives (Beigel, 2011).

Références

Beigel, F. (2010) “Social Sciences in Chile (1957-1973). A laboratory for an autonomous process of academia-building.” Pp.183-212 in *Academic Dependency in the Social Sciences: Structural Reality and Intellectual Challenges*, edited by S. F. Alatas and K. Sinha-Kerkoff. New Delhi: Manohar.

Beigel, F. (2011) “Científicos Calibanes. Las ciencias sociales latinoamericanas en la encrucijada del sistema académico mundial”. Valparaíso, IV Congreso Chileno de Sociología.

Gareau, F. (1988) “Another type of third world dependency: the social sciences,” *International Sociology* 3(2): 171-178.

Sztompka, P. (2010) “One Sociology or many?” Pp.21-28 in *The ISA Handbook of Diverse Sociological Traditions*, edited by S. Patel. London: SAGE.

Sztompka, P. (2011) “Another Sociological Utopia,” *Contemporary Sociology* 40(4): 388-396.

UNESCO. (2010) *World Social Science Report. Knowledge Divides*. Paris: UNESCO.

> Faire de la sociologie dans le monde inégalitaire d'aujourd'hui

Helga Nowotny, Présidente du Conseil Européen de la Recherche, présidente du Conseil scientifique à l'Université de Vienne (Autriche), membre à vie de l'ISA

La sociologie du XXI^e siècle est confrontée à un monde d'inégalités. Mais elle a bien plus de ressources intellectuelles et scientifiques que je ne l'aurais cru après avoir lu le débat par ailleurs stimulant entre Piotr Sztompka et Michael Burawoy. Je me limiterai à en énumérer trois.

1. La science à l'ère globale et ses opportunités inégales

Avec l'assemblage complexe de la recherche exploratoire, des technologies, et de leur mise en application à la fois potentielle et effective, la science est devenue une entreprise à l'échelle mondiale. Considérée par la plupart des gouvernements comme le moteur de la croissance économique, du prestige national et/ou du pouvoir militaire, la transformation de notre monde grâce aux sciences et à la technologie se poursuit à un rythme sans précédent. Il résulte de cette intervention de l'homme de nouveaux niveaux de complexité, accompagnés de nouvelles incertitudes et de l'émergence de problèmes bien connus à l'échelle tant mondiale que locale.

Les sciences humaines et sociales, et en particulier la sociologie, sont mises au défi de repenser leurs propres fondements en vue de définir ce que signifie être humain, comment affronter notre condition techno-humaine, et de quelle façon vivre en communauté. Suivant les affirmations des

études en sciences et en technologie au sujet de la co-production de l'ordre social et naturel, les questions de l'accès inégal à l'information, au savoir, à l'éducation et à la participation démocratique, sont fondamentales si l'on adopte pour l'avenir la vision – peut-être utopiste – d'une citoyenneté scientifique mondiale.

On retrouve la répartition inégale des ressources dans l'accès inégal à l'enseignement supérieur, aux fonds pour la recherche et à des organismes de recherche optimaux. L'immense majorité des publications scientifiques continuent à être produites au Nord, là où se trouvent les universités et institutions de recherche les plus productifs et prestigieux. En attendant, les disciplines dites STEM en anglais (correspondant à Sciences, Technologie, Ingénierie et Médecine) étant les principales bénéficiaires, le paysage est en train de changer rapidement dans la mesure où la Chine, l'Inde et le Brésil, et d'autres encore, accroissent leur quote-part de manière impressionnante. Confrontés à une multitude de nouveaux problèmes sociétaux, du changement climatique à la question du fondamentalisme, l'importance des sciences sociales n'a pas échappé aux responsables politiques. Tandis que le discours omniprésent sur l'innovation n'est rien d'autre qu'un pari collectif sur un avenir fragile, plus d'innovation scientifique et technologique engendrera nécessairement plus d'innovation sociale.

2. L'émancipation de la sociologie des cloisonnements des disciplines et des frontières nationales

Par rapport aux débuts de la sociologie, l'importance et la pertinence des identités propres aux différentes disciplines et nations ont fortement régressé. Autrefois un élément constitutif de la création de la discipline, elles risquent de devenir un fardeau. La Science, au sens large de la *Wissenschaft* allemande, est caractérisée par une pluralité interne dynamique. De nouvelles connaissances émergent souvent à l'intersection entre disciplines établies. Les méthodes, les instruments et les techniques évoluent de façon novatrice à travers les frontières. Bien que les structures des disciplines par département demeurent un puissant frein, le développement de la collaboration interdisciplinaire est irréversible.

Cela ne veut pas dire que les frontières entre les disciplines soient devenues complètement caduques. L'existence d'une identité propre à la discipline qui puisse rassembler les étudiants reste importante pour apprendre ce qui constitue un problème sociologique présentant un intérêt. Une opinion qui continue à être largement partagée consiste à penser qu'un « noyau sociologique » existe, qui vaut la peine d'être sauvegardé contre les intentions d'une nouvelle direction au sein des universités, qui voudrait le soumettre à des normes

>>

de rentabilité et à l'obligation de rendre des comptes. Ce n'est pas seulement un problème des pays occidentaux. Étant donné la rapide expansion du modèle économique d'universités performantes, essentiellement anglo-saxonnes, et le fait qu'il soit ardemment imité dans le monde entier, les frontières entre les disciplines sont partout en passe d'être assujetties à la logique des gestionnaires.

La sociologie a prouvé qu'elle était plus productive et subversive quand elle débordait sur le territoire d'autres disciplines, en privilégiant l'intervention humaine et en ramenant la société à sa complexe pluralité. Bien que la sociologie ait grandi à l'ombre de l'État-nation, assimilant le problème de l'ordre social à des revendications territoriales, dans la perspective actuelle, chaque sociologie nationale se révèle comme faisant partie d'un écosystème de savoirs multiples, inévitablement façonnés par les différentes structures institutionnelles et par les contextes politique, économique et culturel.

Luttant contre sa propre provincialisation, la sociologie doit continuer à s'émanciper des limites des disciplines et des frontières nationales. Elle doit encore prouver qu'elle est prête à devenir une « postdiscipline » en pluralisant et mondialisant ses pratiques. Historiquement, cela ferait suite au passage d'un ordre hiérarchique (avec pour ancêtre le *Leviathan*) au flux hétérogène des mouvements et des réseaux sociaux avec les mises en questions ambivalentes qui leur sont propres en l'absence d'institutions qui restent à inventer.

3. La vraie utopie imaginaire du savoir alternatif

Une utopie du savoir doit articuler les postulats épistémiques sur lesquels elle veut se construire de même que les critères qui permettent de valider sa propre production de savoir. Elle doit trouver sa place dans la hiérarchie du savoir bien réelle qu'elle met en cause. Parmi les héritages durables des Lumières figurent la forte opposi-

“Le concept des Lumières a besoin d'être re-pensé ou même ré-inventé”

tion à toutes les autorités religieuses et politiques, un scepticisme profondément ancré et la croyance que tout savoir, y compris le savoir scientifique, est seulement temporaire et doit être remplacé par un développement continu de l'intelligence humaine du monde. La vérité elle-même – laquelle peut comprendre une pluralité de vérités – est en constante évolution. C'est la principale raison pour laquelle la pensée des Lumières a perduré et c'est pourquoi toute tentative pour concevoir des modes alternatifs de production du savoir devra affronter ce processus qui tire sa puissance de sa capacité à se régénérer.

À bien d'autres égards, le concept des Lumières a besoin d'être re-pensé ou même ré-inventé (Aboagora). Il doit parvenir à assumer sa propre contradiction interne entre les sentiments (y compris les sentiments moraux), la raison et la raisonnable, entre la fiction d'une autonomie individuelle et ses liens avec une pluralité mouvante de collectivités. Il doit réexaminer la dichotomie indéfendable entre le naturel et l'artificiel. Il doit admettre la fausseté de son universalisme, pour adhérer à la place à l'idée d'un contextualisme global.

C'est la raison pour laquelle des projets comme « Provincialiser l'Europe » (Dipesh Chakrabarty) ou comme « Un autre savoir est possible » (De Sousa Santos, 2007) constituent des cris de ralliement pour transcender les épistémologies des pays du Nord et reconnaître une diversité épistémique. De telles utopies réelles du savoir sont possibles parce que leur imaginaire est animé par des critères alternatifs

comme la dignité humaine, la justice collective, et la capacité à avoir des aspirations (Arjun Appadurai) ou parce qu'elles incluent des mouvements subalternes, dans le même temps où elles résistent à la tentation de s'ancrer dans les sables mouvants du relativisme. Elles vont devoir négocier avec les hiérarchies existantes dans la production du savoir, même si celles-ci subissent une rapide transformation sous l'effet des immenses opportunités éducatives dans le monde apportées par l'utilisation de nouvelles technologies qui font éclater les monopoles du savoir, et par le biais de l'accès à la co-production du savoir. Je ne peux toutefois qu'approuver la conclusion modérée de la Société Royale : « Il semblerait que l'anglais va continuer à être la langue dominante pour la recherche, et la communauté mondiale des chercheurs est, dans l'ensemble, disposée à s'adapter à cette situation ». ■

Références

- Aboagora (2011) <http://www.aboagora.fi/>
- Allenby, Braden R. and Sarewitz, D. (2011) *The Techno-Human Condition*. Cambridge, Mass.: The MIT Press.
- Chakrabarty, D. (2007) *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*. Princeton: Princeton University Press.
- De Sousa Santos, B., ed. (2007) *Another Knowledge is Possible: Beyond Northern Epistemologies*. London-New York: Verso.
- Nowotny, H., P. Scott, and M. Gibbons. (2001) *Rethinking Science: Knowledge and the Public in an Age of Uncertainty*. Oxford: Polity Press.
- Nowotny, H. (2006) "The Potential of Transdisciplinarity", <http://www.interdisciplines.org/>
- Nowotny, H. (2010) "Out of science – out of sync?" Pp.319-322 in *World Social Science Report*. Paris: UNESCO.
- Pollock, S. (2008) "Disciplines, Areas, Postdisciplines." Paper presented at the Lisbon Conference on Curriculum Development in the Second Phase of the Bologna Process. Lisbon: Calouste Gulbenkian Foundation.
- Royal Society (2011) *Knowledge, Networks and Nations: Global Scientific Collaboration in the 21st century*. London: Royal Society.

> Quand la fin de la guerre ne veut pas dire la paix

Alice Szczepanikova, chercheuse post-doc, Fondation Alexander von Humboldt, Université Goethe, Francfort-sur-le-Main (Allemagne)



Les violences se poursuivent dans une Tchétchénie dévastée.

Luba Vladovskaja m'a reçue dans son petit appartement sombre et froid de la banlieue viennoise. Après avoir passé des journées et des nuits entières dans les caves et les abris anti-aériens de Grozny, la capitale de la Tchétchénie, elle a demandé à ses fils de lui trouver un appartement avec de grandes fenêtres. Elle a maintenant de grandes fenêtres mais qui donnent sur une cour intérieure sale et dont les cadres cra-

quelés laissent passer les courants d'air, rendant l'appartement encore plus froid. Luba partage avec son fils et son mari ce deux-pièces loué au prix fort. Le couple, contraint de quitter la Tchétchénie en 2008, a obtenu l'asile en Autriche. Leurs deux fils ont dû fuir avant eux après avoir été détenus illégalement et torturés. Leur histoire montre que la fin de la guerre en Tchétchénie n'a pas apporté la paix et la stabilité pour les civils et qu'avoir le

statut de réfugié dans un pays européen ne garantit pas de pouvoir vivre en sécurité et sans crainte.

Dix-sept années ont passé depuis le début de la première guerre russo-tchétchène, et 12 années depuis le début de la deuxième guerre. En 2002, Vladimir Poutine, alors Président de la Russie, proclamait la fin du conflit. Tout au long des deux années qui ont suivi, les citoyens rus-

>>

ses – pour la plupart en provenance de Tchétchénie – ont constitué le groupe le plus nombreux de demandeurs d’asile en Europe. L’Autriche a accepté une part importante de ces demandes. La Russie continue de figurer parmi les trois principaux pays d’origine des demandeurs d’asile dans l’Union européenne. Malgré les pourcentages croissants de rejet des demandes faites par des Caucasiens du Nord dans l’ensemble de l’Europe, ceux-ci continuent à se battre pour venir.

Dans les années 2000, l’administration du pays a été remise entre les mains des Tchétchènes pro-russes, dans le cadre de ce qui a été qualifié de tchétchénilisation du conflit. Ils étaient censés mener eux-mêmes la campagne « anti-terroriste ». Fermelement soutenus par Moscou, les Tchétchènes ont obtenu une marge de manœuvre de plus en plus importante pour diriger le pays. Ainsi, bien que la Tchétchénie fasse partie de la Fédération de Russie, elle dispose de son propre système parallèle de procédure pénale, comprenant des lois non écrites qui permettent de fermer les yeux sur les pratiques de falsification de preuves et de torture. Des centaines de personnes vont en être les victimes. Les autorités locales ont une manière bien à elles d’enquêter sur les crimes. Elles identifient d’abord les auteurs potentiels et ne rassemblent que dans un deuxième temps les preuves qui les impliquent dans l’acte criminel. Ces preuves sont souvent peu solides et fondées sur des témoignages extorqués sous la torture. Mais dans un contexte où la plupart des représentants du système de justice pénale restent fidèles au régime pro-russe, c’est un moyen efficace de traiter les cas qui s’accu-

mulent et d’assurer l’évolution de sa carrière ; le tout au nom de la lutte contre le « terrorisme islamiste ».

Mikhail Vladovskij, le fils de Luba, a été acquitté en 2005 après avoir passé deux années en prison. Il avait été incarcéré pour avoir prétendument fait exploser des véhicules occupés par des membres des forces armées. Il était censé avoir commis ces crimes avec un autre homme qu’il a en fait rencontré pour la première fois pendant leur détention provisoire par les services de police de Grozny, durant laquelle ils ont été tous les deux torturés. Étant donné la banalité de ce cas, l’acquittement a été une surprise. Anna Politkovskaya et Natalia Estemirova, deux grandes figures de la défense des droits de l’homme (toutes deux assassinées par la suite) écrivirent des articles sur le caractère exceptionnel de cette décision de la Cour Suprême. Il s’avéra que le juge ayant simplement décidé de regarder les preuves de plus près, les charges tombèrent d’elles-mêmes. Tandis que Mikhail se remettait de ses nombreuses blessures, il semblait évident que lui-même et son frère, qui avait également été torturé pour qu’il témoigne contre Mikhail, allaient devoir quitter la Tchétchénie afin d’échapper à une nouvelle incarcération. En effet, l’accusation fit appel, avec succès, contre la décision d’acquittement. Après leur départ, Luba tenta de prouver l’innocence de Mikhail et de traduire ses bourreaux en justice. Cela devint vite dangereux. Elle dut subir de nombreuses visites des forces armées chez elle et on lui tira dessus depuis une voiture. C’est alors qu’elle comprit que, pour elle aussi, le moment était venu de partir. Après avoir survécu à deux guerres en Tchétchénie, c’est finalement le pro-

cessus de « normalisation » mené par les autorités tchétchènes qui allait la décider à partir.

Une fois Luba installée dans sa nouvelle maison, ses nombreuses maladies ont commencé à se manifester. Quand elle vivait en Tchétchénie, elle ne pouvait tout simplement pas se permettre de s’en occuper. En Autriche, elle a passé beaucoup de temps dans les hôpitaux. Mais on guérit difficilement la peur. Luba dit que celle-ci est tellement profondément ancrée en elle qu’elle ne peut pas s’en débarrasser. Elle tremble même quand son téléphone sonne. A-t-elle des raisons d’avoir peur ? En 2009, Umar Israilov, un jeune Tchétchéne qui avait également obtenu le statut de réfugié en Autriche, a été tué par balle dans une rue de Vienne, en plein jour. Il avait officiellement accusé le gouvernement russe d’autoriser des exécutions et des tortures de personnes illégalement détenues en Tchétchénie et avait désigné l’actuel Président tchétchéne Ramzan Kadyrov pour son implication directe dans ces pratiques. En assassinant de la sorte Israilov, non seulement on éliminait un témoin mais une leçon très efficace était donnée aux réfugiés tchétchènes. La défiance se répand parmi les communautés tchétchènes, de nombreux informateurs du régime étant soupçonnés d’opérer en Europe pour le compte du régime de Kadyrov. Les auteurs de cet assassinat ont été condamnés à de lourdes peines par la justice autrichienne cette année. Le lien avec ceux qui l’auraient commandité n’a toujours pas été prouvé. Alors que le protecteur de Kadyrov, Vladimir Poutine, se prépare pour un nouveau mandat à la présidence de la Russie, il est probable que le régime d’impunité en Tchétchénie continue. ■

> Congrès de l'Association Latino-Américaine de Sociologie : Déclaration Finale

Raquel Sosa Elízaga, Université Nationale Autonome de Mexico, Vice-Présidente pour le Programme du Congrès de l'ISA de 2014 à Yokohama



Des étudiants chiliens font entendre leur protestation à l'occasion du Congrès de l'Association Latino-Américaine de Sociologie, en septembre 2011.

Le XXVIII^e Congrès de l'Association Latino-Américaine de Sociologie [ALAS], qui s'est tenu du 6 au 10 septembre à Recife (Brésil), a attiré quelque 4.578 participants et 9.716 étudiants, professionnels, chercheurs et professeurs inscrits. Des dizaines de professeurs, d'étudiants et de collègues de l'Université de Recife et d'autres universités brésiliennes ont fourni un formidable effort collectif pour organiser sept conférences magistrales, neuf séances d'intégration, 25 séances thématiques, 52 tables rondes et 30 groupes de

travail. C'est une communauté énergique, active, critique et sympathique – essentiellement composée de jeunes, qui a donné tout son sens à nos débats et à nos recherches communes, aux questions que nous avons formulées et aux résultats des recherches que nous avons présentés dans ce qui a été l'un des Congrès les plus intenses jamais organisés par notre Association.

L'Amérique latine est une terre de contrastes. D'un côté, il y a la perte tragique de 50.000 vies humaines

>>

au Mexique et la demande urgente que justice soit faite pour mettre fin à ce qu'on peut désormais appeler un génocide ; la douleur constante qui résulte de la destruction de Haïti et de sa reconstruction si lente ; la menace du retour d'anciens responsables de génocide au Guatemala ; de nouveaux tyrans qui imposent leur volonté à des milliers de citoyens au Honduras ; la poursuite d'un blocus économique déshonorant qui menace la liberté du peuple cubain depuis un demi-siècle ; l'existence de bases militaires étrangères à Cuba, en Colombie et à Porto Rico. De l'autre côté, nous avons des exemples de la manière dont nos peuples ont développé des alternatives qui démontrent que nous avons la mémoire et la force suffisantes pour surmonter les difficultés auxquelles nous sommes confrontés : le Brésil, l'Équateur, la Bolivie, le Venezuela, l'Uruguay, l'Argentine, Cuba bien sûr, et aussi, plus récemment, le Pérou, ont ouvert de nouvelles perspectives d'espoir pour nos populations, conscients des graves problèmes qui pèsent sur l'avenir de millions d'êtres humains dans notre grande région.



Paulo Henriques Martins, élu Président de l'Association Latino-Américaine de Sociologie, au Congrès de Recife, septembre 2011.

L'Amérique latine est la région la plus inégalitaire du monde. La violence y fait plus de 140.000 morts par an ; plus de 30% de la population est frappée par la pauvreté ; plus de 8% est illettrée. Nous n'avons pas assez fait pour empêcher nos universités et nos établissements d'enseignement supérieur d'occuper des positions privilégiées, alors même que des milliers d'êtres humains se trouvent dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins vitaux. De plus, nous n'avons pas su empêcher nos universités de devenir – progressivement ou d'un seul coup – des centres de spécialisation et de professionnalisme où étudiants

et corps enseignant n'ont plus de contact avec la réalité culturelle, sociale et politique qui les entoure, sans parler du contexte d'extrême fragilité économique.

Il est cependant encourageant de constater que c'est au Chili, point de départ des politiques néo-libérales dans nos universités, qu'un mouvement libertaire a fait irruption pour défendre l'enseignement public. Comme au Chili, des mouvements d'étudiants et de professeurs se sont également développés en Uruguay, en Bolivie, au Brésil, à Porto Rico, pour défendre l'université publique. Parmi les professionnels et les spécialistes des sciences sociales, de nombreuses voix s'élèvent pour revendiquer notre souveraineté, notre droit à décider des affaires concernant notre vie publique, en commençant par l'éducation. Dans cette lutte, nous nous engageons à apporter une réflexion critique, le meilleur héritage que nous puissions transmettre aux générations présentes et futures. Nous saluons donc la création, à l'Université de Recife, de l'Institut des requêtes latino-américaines (*Instituto de Pesquisas Latinoamericanas*), qui ne manquera pas d'apporter d'importantes contributions aux débats en sciences sociales dans notre région.

Ceux d'entre nous qui sommes ici présents affirmons notre engagement à poursuivre la voie ouverte par nos collègues qui ont fondé cette association : Ruy Mauro Marini, Octavio Ianni, Florestán Fernandes, Agustín Cueva, René Zavaleta, Eduardo Ruiz Contardo, Lucía Sala. Parmi beaucoup d'autres, nous honorons leur mémoire ainsi que celle de milliers de personnes courageuses qui ont vaincu la terreur, qui affrontent le féminicide, le racisme, l'intolérance et le génocide dans notre Amérique. Nos peuples affrontent toutes sortes d'adversités qui menacent leur dignité, afin de survivre avec force et ingéniosité. C'est notre responsabilité d'apporter notre contribution avec toute l'imagination et la ferme volonté dont nous sommes capables, afin de conquérir la place rêvée par Toussaint Louverture, Hidalgo et Morelos, Bolívar, Artigas, O'Higgins et San Martín, José Martí, Benito Juárez, Sandino, Farabundo Martí, Che Guevara, Salvador Allende. « Vive la sociologie latino-américaine ! Vive l'ALAS ! ». ■

La « Déclaration finale » présentée par Raquel Sosa Elizaga à l'occasion du Congrès de l'ALAS à Recife, a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée Générale.

> Sociologie pour temps troublés :

Discours devant l'Association Européenne de Sociologie

Anália Torres, Université Technique de Lisbonne, Présidente de l'Association Européenne de Sociologie, 2009-2011



Jennifer ou la rotation du personnel navigant –
une représentation théâtrale de Carré Rouge
Cie au Congrès de l'Association
Européenne de Sociologie à Genève,
9 septembre 2011. Photo de Sandro Cattacin.

Social Relations in Turbulent Times (*Les relations sociales en période de turbulence*), le thème du X^e Congrès de l'Association Européenne de Sociologie qui s'est tenu à Genève du 7 au 10 septembre 2011, semble avoir visé juste. Les turbulences sont en effet une réalité quotidienne, en particulier depuis début 2011.

En Europe, sur le plan économique, nous nous trouvons confrontés à ce que je ne crains pas d'appeler une

>>

guerre financière. Au XX^e siècle, nous avons eu deux guerres mondiales dévastatrices puis une guerre « froide » ; au XXI^e siècle, nous nous trouvons en présence d'une guerre financière et économique. La pression des marchés financiers et des agences de notation non seulement ressemble mais est vécue comme une invasion militaire – une invasion qui touche un pays après l'autre, en commençant, bien sûr, par les économies les plus fragiles, et qui s'attaque à l'euro. La prédominance néo-libérale à l'échelle mondiale tend à envahir tous les domaines – des marchés aux États en passant par les universités – en les soumettant à sa logique. Dans le même temps, l'effet de la crise a entraîné sur le plan social des contre-réactions et de violentes manifestations. Tout cela se double d'une incroyable mystification idéologique. Des intérêts privés sont sauvés avec de l'argent public alors même qu'on rejette sur les dépenses publiques la responsabilité de la crise !

Comment en est-on arrivé là ? La crise que nous traversons semble constituer l'aboutissement logique d'une évolution qui était prévisible depuis le début des années 80. Les sociologues européens insistent depuis longtemps sur l'impact négatif des principales orientations politiques, économiques et financières qui nous ont mené jusqu'ici. On peut identifier trois évolutions parallèles, qui parfois s'imbriquent les unes avec les autres et parfois coexistent non sans contradiction et conflit.

La première évolution est de nature financière et économique. Le système financier international et son extraordinaire mobilité se conjuguent pour dicter leur politique aux régions et États-nations dans le monde. Au cours des 20 dernières années, le pouvoir des multinationales, avec leur accès à de nouveaux réservoirs de main-d'œuvre bon marché, a soumis les pays européens à des pressions de plus en plus fortes. Tout au long des années 90, ces pressions ont entraîné des processus de fission et de désintégration. Dans le même temps, la mobilité des capitaux financiers rend les États incapables de les contrôler et de les réguler. La récession économique et la crise de l'État providence figurent parmi les conséquences de ces processus. Pour les sociologues, il n'était pas difficile de prédire que des heurts se produiraient dans une situation d'exclusion et de privation économique. C'est exactement ce dont nous sommes témoins : de graves conflits, une protestation spontanée et même de violentes émeutes.

Une deuxième évolution se situe au niveau politique. La création de l'Union européenne était déjà un signe

des forces contradictoires de désintégration évoquées précédemment. L'UE représentait un effort significatif pour se doter d'un ensemble de normes et d'institutions permettant de défendre les droits de l'homme, de lutter contre les nationalismes, ou tout autre « -isme », et de déprécier les idées de suprématie nationale. De plus, ces normes et ces efforts politiques n'étaient pas alimentés par d'anciennes traditions – religieuses ou autres – mais faisaient partie des leçons de la Seconde Guerre mondiale et de l'Holocauste. Cependant, depuis la création de l'UE, la tendance qui semble s'imposer est la recette néo-libérale de dérégulation qui est devenue l'élément dominant au sein de la Commission européenne. La coalition d'intérêts et les idées politiques qui ont inspiré les fondateurs de l'Union européenne et sa conception sociale n'existent plus.

Une troisième évolution est constituée par le rapport entre la société civile et les priorités sociales et politiques à l'échelle de l'Europe et du monde. Nous ne sommes que trop conscients des actions civiques et politiques qui sont menées contre les réductions budgétaires et le chômage, contre les emplois précaires et les politiques d'immigration en vigueur, et contre la dégradation de la planète. De toute évidence, il existe cependant un déséquilibre considérable de pouvoir entre les acteurs de la société civile et les entreprises multinationales. Dès lors, il n'est pas étonnant que les mouvements de protestation soient plus souvent des explosions de rage contre des inégalités criantes que des actions organisées avec des objectifs clairement définis. Ces mouvements de protestation ne sont pas sans rappeler l'insurrection des « classes dangereuses » au temps de la première industrialisation.

Les sociologues et spécialistes des sciences sociales ont eu un rôle important dans les politiques publiques et la construction du modèle social européen. Mais aujourd'hui il nous faut en faire beaucoup plus. Il est urgent que nous affinons notre analyse de la crise actuelle, en identifiant nos domaines d'ignorance, et, pour ne donner qu'un seul exemple, en ouvrant la boîte noire des marchés financiers. Il est urgent que nous diffusions nos résultats et en débattions publiquement, en dénonçant l'impact négatif des options et des recettes néo-libérales. Il est urgent que nous mettions nos efforts européens en commun avec ceux de nos collègues à travers le monde, en développant les diagnostics de la Sociologie Globale et en ayant recours aux stratégies de la Sociologie Publique comme le font Michael Burawoy et d'autres au sein de l'Association Internationale de Sociologie. ■

> Au revoir Devorah, bonjour Mohammed

Devorah Kalekin, fondatrice et rédactrice en chef de *International Sociology Review of Books (ISRB)*, termine son mandat à la fin de cette année 2011 et passera le relais à son successeur Mohammed Bamyeh. Nous revenons sur son importante contribution par le biais d'une interview menée par e-mail par Jennifer Platt, Vice-Présidente des Publications de l'ISA.



Mohammed Bamyeh, le nouveau rédacteur en chef de *International Sociology Review of Books*.

Au revoir, Devorah...

JP : Comment t'est venue l'idée de concevoir l'ISRB ?

DK : C'est Susan McDaniel, qui avait été Vice-Présidente des Publications juste avant moi, qui a eu la première l'idée d'une publication de l'ISA consacrée aux comptes rendus de livres. Elle s'était elle-même inspirée de la revue *Contemporary Sociology* de l'ASA [American Sociological Association], l'une des revues les plus appréciées de l'association. À l'époque, *International Sociology* ne paraissait que quatre fois par an, et la décision d'augmenter la section dédiée aux comptes rendus de livres (dont tu [JP] étais la rédactrice en chef) pour ajouter deux nouveaux numéros par an n'était justifiée que si ceux-ci apportaient des informations qu'il était difficile de trouver ailleurs. J'étais alors membre du Comité des Publications, et comme j'étais intéressée, Susan m'a demandé de rédiger un projet.

J'ai alors écrit que « lancer une revue de l'ISA consacrée à l'analyse d'ouvrages publiés dans le domaine de la sociologie n'est rien moins qu'une tentative de raviver l'imagination sociologique. [...] Malgré les doutes existants sur les bénéfices de la progression de la mondialisation économique, la sociologie en tant que science doit continuer à "se mondialiser". Comment les processus sociaux peuvent être expliqués dans des circonstances politiques, économiques et historiques

très différentes est naturellement une question théorique et pratique brûlante dans un monde où la libre circulation des personnes, des biens et des techniques est devenue monnaie courante. La revue proposée reconnaîtra [...] ainsi implicitement qu'aujourd'hui la discipline s'enrichit grâce aux éclairages cumulés de pairs dont l'expertise professionnelle est modulée en fonction de leurs propres expériences de la société. [...] Elle] apportera un service essentiel en offrant une plateforme où pourront être recueillis, ordonnés et gérés, voire systématisés, toute une variété de points de vue sociologiques qui ne sont pas habituellement accessibles. »

Il a fallu d'abord trouver un nom pour la revue. En l'intitulant *Review of Books*, j'espérais la doter du sérieux approprié. Ce qui a émergé – des lectures critiques, des interviews, des rubriques de comptes rendus de livres qui changent plus ou moins d'un numéro à l'autre – répondait à mon obsession de combiner l'attrait de la diversité avec un cadre stable pour la discipline. Je suis de ceux qui pensent que la tâche d'un rédacteur en chef est de s'assurer que les publications passées en revue se rapportent, dans la mesure du possible, à des régions situées en dehors du monde anglo-saxon et écrites dans d'autres langues que l'anglais. Les lectures critiques ont été conçues comme des occasions de résumer des tendances importantes en sociologie à partir de différents points de vue. Mon idée était d'avoir dans chaque numéro trois lectures critiques sur des travaux classiques, sur des ouvrages de méthodologie, et sur des travaux réalisés dans l'un des sous-champs de la sociologie. J'étais ravie de trouver une excuse pour inclure des interviews car moi-même j'adore en lire. En partant du principe que les personnes qui lisent de la sociologie sont vraisemblablement curieuses de savoir comment les auteurs ont été amenés à écrire sur le sujet, j'ai introduit la rubrique *Words from writers* [« La parole aux auteurs »]. Une autre de mes décisions éditoriales a été de prévoir des critiques plus approfondies, d'environ 1500 mots, avec de brefs « aperçus » de publications importantes dont on ne pouvait pas inclure le compte rendu à temps pour être publié dans un numéro.

JP : Peux-tu résumer ce que l'ISRB a accompli à ce jour ?

DK : Bien que nos objectifs initiaux étaient plus ambitieux, je pense que la contribution la plus importante de l'ISRB est d'avoir sensibilisé les lecteurs au large éventail de thèmes propres à la discipline et d'approches argumentées qui caractérisent aujourd'hui la sociologie à travers le monde. La revue

>>>

a également fourni une tribune pour différentes générations de sociologues ; parmi les ouvrages recensés, on trouve aussi bien des travaux de jeunes sociologues que ceux de vétérans. Je me réjouis également que les auteurs de comptes rendus et de lectures critiques proviennent de tous les continents, et d'ailleurs, de tous les niveaux de la hiérarchie universitaire. Dans une certaine mesure, l'ISRB a contribué à lever la barrière de la langue. En effet, il y a eu des comptes rendus de livres écrits dans beaucoup de langues autres que l'anglais, et, au fil du temps, j'ai été en mesure d'accepter des comptes rendus dans d'autres langues que l'anglais.

JP : Quels sont à ton avis les points marquants de l'ISRB ?

DK : Il y en a plusieurs, à mon avis. Avant tout, je voudrais exprimer ma reconnaissance à ceux qui ont collaboré à l'ISRB, et qui ont permis de réunir dans chaque numéro un riche ensemble de réflexions sociologiques. Les interviews sont l'un des autres éléments essentiels. L'espace étant limité, j'ai dû m'en tenir à des questions assez sommaires. Mais chacun des sociologues que j'ai eu le plaisir d'interviewer a révélé des facettes de notre discipline qu'on ne pouvait pas déduire de la seule lecture de leurs travaux. Leur passion et leurs visions du monde ajoutent souvent un éclairage surprenant sur leurs publications. Je pense également qu'il est important que l'ISRB ait publié des comptes rendus de livres touchant à des sous-champs relativement nouveaux, mais qu'il ait également accordé une place à des travaux plus anciens qui sont dignes d'intérêt.

JP : Comment la revue a-t-elle été accueillie ?

DK : Dans le climat actuel où tout est soumis à des critères comptables, la réponse professionnelle serait de mettre en avant un facteur d'impact. Heureusement, ou malheureusement – selon le point de vue adopté –, on ne calcule pas le facteur d'impact des comptes rendus. La plupart sont écrits sur demande ; quand c'est nécessaire, les révisions font souvent l'objet d'une consultation entre le rédacteur en chef et l'auteur du compte rendu ; et l'arbitrage par un spécialiste, sauf dans le cas des lectures critiques, n'a pas lieu d'être. On peut donc peut-être en juger d'après la réputation de *International Sociology*. Suivant les statistiques de SAGE, son facteur d'impact n'a cessé d'augmenter au cours des cinq ou six dernières années. On peut espérer que l'ISRB a contribué à ce succès, ne serait-ce que de manière indirecte. Au-delà des chiffres, les commentaires de collègues ont été positifs ; et j'aime à penser qu'ils sont sincères.

JP : Où as-tu rencontré le plus de problèmes ?

DK : Dans un récent échange d'e-mails, Alan Sica, le rédacteur en chef de *Contemporary Sociology*, faisait remarquer que tout le monde aime lire des comptes rendus mais que personne ne veut les écrire. S'il faut espérer que la première partie de cette affirmation s'applique à l'ISRB, il est en tout cas certain que la deuxième partie s'y applique. Le problème de base pour le rédacteur en chef qui publie des comptes rendus est d'obtenir des contributions.

Le flux de livres qui arrivent sur notre bureau est constant, et celui des notifications de livres sur le point de paraître l'est encore plus. Passer en revue des listes de livres et leurs descriptifs afin de sélectionner ceux qui nous intéressent le plus pour notre projet représente la partie la plus agréable du travail ; après il faut trouver des auteurs pour écrire les articles. Dans une organisation comme l'ISA, qui compte quelque 60 groupes de recherche, il n'est pas difficile de trouver des noms de personnes dont l'expertise est précieuse. Mais convaincre des spécialistes qu'il est de leur intérêt non seulement de lire des travaux récemment publiés, mais aussi de partager leurs conclusions avec leurs collègues en rédigeant un compte rendu, est une autre histoire. Évidemment, on trouve des solutions à ce problème, mais c'est une situation préoccupante.

Un autre problème que j'ai rencontré se rapporte au contenu, et ceci n'a pas été résolu comme je l'aurais souhaité. Mon idée était d'inclure régulièrement des comptes rendus sur des documents visuels importants d'un point de vue sociologique. Pour autant qu'on puisse en juger, la variété et la quantité de ces documents augmentent de manière constante. Et pourtant, tout au long de mes années comme rédactrice en chef, je n'ai réussi à obtenir qu'un nombre très limité d'articles sur des documentaires importants d'un point de vue social et d'enregistrements vidéo de rencontres avec des sociologues de renom.

JP : As-tu un message particulier à transmettre à ton successeur ?

DK : Je n'oserais pas, si ce n'est pour dire que pour moi, les années qui ont passé depuis les débuts de l'ISRB ont été à la fois une aventure et une expérience instructive et fascinante. Je me sens honorée de passer le relais à un universitaire reconnu, et souhaite à Mohammed Bamyeh beaucoup de succès pour étendre l'audience de l'ISRB, dans tous les sens du mot.

... Bonjour, Mohammed

Mohammed Bamyeh, le nouveau rédacteur en chef de l'ISRB, est professeur de sociologie à l'Université de Pittsburgh (États-Unis). Il a consacré une partie importante de sa carrière à l'enseignement et à la recherche sur l'Islam, la mondialisation politique et culturelle, la société civile et les mouvements sociaux, et la théorie sociale et politique comparée. Pour plus d'informations, consultez son site web : www.sociology.pitt.edu/faculty/index.php?q=mohammed-bamyeh/view

Mohammed Bamyeh se réjouit de pouvoir poursuivre le travail de Devorah Kalekin et de contribuer plus avant à entretenir l'identité si particulière de l'ISRB. Il sollicite les futurs auteurs de comptes rendus qui traiteraient de dimensions moins connues mais prometteuses de la recherche en sociologie en rapport avec les différentes traditions dans le monde, et met particulièrement l'accent sur les documents qui ne sont pas disponibles en anglais, ou difficiles d'accès à l'échelle internationale. Pour le contacter par e-mail : mab205@pitt.edu ■